

La citoyenneté irresponsable : Les racines culturelles de la crise de l'autorité en temps de pandémie

Par Jean-François Caron

Remerciements

Je tiens à remercier Catherine Defoy pour la traduction de ce livre écrit initialement en anglais. Inutile de dire que je demeure entièrement responsable de toute coquille ou erreur pouvant se retrouver dans les pages qui suivent. Je tiens également à souligner le professionnalisme habituel des employés des Presses de l'Université Laval avec qui le processus de publication est toujours un véritable plaisir.

Table des matières

Introduction

Chapitre 1

Les fondements culturels des théories du complot

Chapitre 2

La révolution des droits et le déclin de l'autorité

Chapitre 3

Quand les croyances culturelles défient le respect de l'autorité politique

Conclusion

À la défense d'une citoyenneté responsable

Introduction

La pandémie de la COVID-19 a révélé une grave crise dont les pouvoirs politiques sont aujourd'hui victimes. Dans le monde entier, les gouvernements ont encouragé leurs citoyens à se conformer à des mesures très simples visant à limiter la propagation du virus qui s'est avéré mortel pour près de trois millions d'individus (et le décompte se poursuit). « Portez un masque lorsque vous êtes à l'extérieur de la maison ou en compagnie d'autres personnes », « restez à la maison et ne sortez que pour des raisons essentielles » ou encore « évitez les rassemblements inutiles » ont été les instructions les plus répandues. Toutefois, malgré le caractère plus que raisonnable de ces directives, celles-ci ont pourtant été ignorées par une partie importante de la population mondiale, contribuant ainsi à l'accélération de la propagation du virus et même au développement d'une deuxième vague d'infections qui a réduit à néant les efforts consentis après le début de la pandémie, c'est-à-dire l'isolement strict des personnes âgées et vulnérables sur leur lieu de résidence, la mise en quarantaine de villes entières et même l'interdiction de quitter le domicile pour tout motif non essentiel, aient été mises en œuvre dans de nombreuses sociétés. La réticence de plusieurs à suivre les instructions de leurs gouvernements respectifs nous a donc démontré à quel point le pouvoir de la sphère politique à l'égard de ses citoyens est relatif.

Cette métaphore de Michael Huemer¹ illustre la situation à laquelle les sociétés libérales sont aujourd'hui confrontées. Imaginons le scénario suivant : vous vivez dans un quartier où la tranquillité est perturbée par un groupe d'individus qui font du bruit excessif en soirée, ce qui vous empêche de dormir paisiblement. Exaspéré par cette situation, vous décidez de prendre les choses en main. Vous prenez alors une arme et procédez à l'arrestation des individus à l'origine du problème, avant de les enchaîner dans votre sous-sol afin de leur donner la leçon qu'ils méritent (évidemment, vous veillez à ce qu'ils soient bien nourris). Au bout de quelques semaines, vous vous rendez compte que vos actions ont porté leurs fruits et que le quartier est désormais paisible. Vous décidez alors de rendre visite à vos voisins afin d'attirer leur attention sur la situation, et après qu'ils aient partagé votre constat, vous leur dites que vous en êtes responsable et qu'en conséquence, ils vous doivent une contribution financière pour vos efforts : une contribution qui, si elle n'est pas versée, leur vaudra un séjour dans votre sous-sol. Il y a fort à parier que cette requête sera perçue par vos voisins comme étant inappropriée et que vos actions seront alors jugées (avec raison) comme relevant du kidnapping, de la séquestration et de l'extorsion.

¹ Michael Huemer, *The Problem of Political Authority: An Examination of the Right to Coerce and the Duty to Obey*. Londres: Palgrave MacMillan. 2013.

Cependant, lorsqu'on y pense, vos actions n'ont en apparence rien d'extraordinaire en soi dans la mesure où elles sont tout à fait semblables à ce que font les gouvernements. En effet, ces actions ressemblent en tous points à l'obligation qu'ont les gouvernements de faire respecter la loi et l'ordre et de procéder à l'arrestation des individus qui portent atteinte aux droits d'autrui, tandis qu'exiger un paiement pour les services rendus à la communauté est pour sa part semblable à l'obligation imposée par l'État à tous ses citoyens de payer leurs taxes et impôts sous peine d'en subir les conséquences en cas de refus. Mais si ces actions de l'État sont acceptables et nécessaires pour garantir le respect du contrat social, la paix, l'ordre et le bon gouvernement, vos actions de milicien ou de « justicier » sont pour leur part éminemment répréhensibles.

À la lumière de la situation actuelle, cette métaphore est particulièrement utile et révélatrice de l'attitude qu'ont certains individus à l'égard des directives imposées par les différents gouvernements occidentaux afin d'empêcher la propagation de la COVID-19. Pour certains, les décisions prises par l'État sont comme celles du justicier autoproclamé de notre exemple. À l'instar du voisin confronté à vos demandes, les individus qui s'opposent aux directives de l'État estiment que le gouvernement abuse de son pouvoir, qu'il est illégitime et qu'il impose à autrui des règles et des sanctions arbitraires. Une telle attitude est pour le moins inquiétante, car un justicier ne saurait se comparer à un gouvernement dûment élu qui possède le monopole de la violence légitime. De manière fondamentale, ces milliers d'individus qui remettent ainsi ouvertement en question ces décisions et en appellent à la désobéissance civile n'acceptent plus la légitimité de l'État et remettent en cause son autorité : un principe qui exige, d'une part, la reconnaissance que le gouvernement est en droit d'imposer des règles jugées essentielles à la vie en communauté et, d'autre part, l'obligation pour les citoyens de les respecter. Lorsque les citoyens remettent en cause ces prémisses, les fondements de la vie en société sont menacés.

Comment et pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Voilà une question qui devrait nous hanter collectivement. Car ce refus d'obéir à ce que ces personnes perçoivent comme un « État justicier » ne se limite pas seulement au port obligatoire d'un masque ou à la distanciation sociale. Je suis en fait d'avis que la crise COVID-19 a révélé la crise culturelle que vivent les sociétés libérales en matière d'autorité. Si en période de pandémie la réticence à suivre les directives des gouvernements a conduit à une incapacité à aplatiser la courbe de contamination et a entraîné par conséquent une augmentation du nombre de cas, nous devons penser au-delà de la situation actuelle et examiner quelles pourraient être les autres ramifications de l'érosion du respect de l'autorité politique. Ce n'est peut-être ici que la pointe de l'iceberg des problèmes que cette situation pourrait provoquer. En effet, lorsque l'autorité politique n'est pas respectée ou lorsqu'elle est remise en cause par d'autres sentiments d'attachement (individualistes ou collectifs qui sont parallèles à celui ressenti envers la communauté à laquelle nous appartenons), les sociétés en viennent à perdre leur sens. Elles ne sont alors plus en mesure de réunir des millions d'inconnus et de leur demander de faire des sacrifices nécessaires au bien d'autrui. Lorsqu'une telle situation prévaut, les sociétés

sont à la merci de comportements égoïstes, antisociaux et hyper-individualistes ou sont minées par des groupes dont le sentiment d'appartenance rappelle la période médiévale où l'identité et la solidarité étaient fragmentées sur un même territoire. Les sociétés libérales sont à blâmer pour cette érosion de l'autorité politique centralisée. Pourquoi est-ce le cas ?

Cette crise sanitaire a révélé la popularité des théories du complot dans les sociétés occidentales et la méfiance croissante à l'égard des gouvernements. Par exemple, plusieurs enquêtes ont indiqué que près d'un quart des individus croient que le virus a été créé en laboratoire², tandis que d'autres ont révélé qu'un nombre important de personnes estiment qu'il existe un lien entre le virus et les antennes 5G ou qu'il s'agit d'une vaste conspiration étatique dont le but serait de forcer la population à se faire vacciner afin de mieux la contrôler. La popularité de ces théories semble être associée à divers facteurs, dont l'exclusion sociale, les faibles revenus ou le niveau d'éducation de ses partisans. En fait, lorsque des personnes qui se trouvent déjà en situation difficile voient celle-ci se détériorer à la suite d'un événement aussi important que la pandémie de la COVID-19, toute forme d'explication — même la plus farfelue — offre à ces personnes une forme de réconfort. Mais cette quête de sens cache en réalité un mal beaucoup plus profond, propre à notre monde moderne dont les fondements ont été fortement influencés par la science, de sorte que les phénomènes naturels ne peuvent être acceptés comme le résultat de simples contingences. Au contraire, la croyance prédominante veut que tout ce qui nous arrive ne peut avoir qu'une explication rationnelle. Autrement dit, ces théories du complot, qui sont loin d'être le résultat d'un dysfonctionnement de la raison, sont plutôt le signe d'une sur-rationalisation d'un phénomène, et ce nouveau coronavirus en est un bon exemple. Issu vraisemblablement d'un contact étroit entre l'homme et des animaux exotiques dans un marché de Wuhan, en Chine, ce virus respiratoire s'est rapidement propagé partout dans le monde par un processus similaire à celui de la propagation du rhume ou de la grippe. Cependant, étant donné ses répercussions mondiales, qui rappellent l'époque terrifiante de la peste ou de la grippe espagnole, cette explication est beaucoup trop simple et douteuse aux yeux de beaucoup de gens. L'impact et la complexité du virus, dont la nature a longtemps échappé aux meilleurs épidémiologistes de la planète, ne peuvent être le résultat d'une telle éventualité. Ainsi, ce virus qui nous a contraints à modifier radicalement notre

²« Covid-19. 25% des Italiens adhèrent aux théories du complot, selon un sondage ». <https://www.ouest-france.fr/europe/italie/covid-19-25-des-italiens-adherent-a-des-theories-complotistes-selon-un-sondage-70632>; Covid19 : *Pandémie, croyances et perceptions*. Institut national de santé publique du Québec. <https://www.inspq.qc.ca/publications/3050-pandemie-croyances-perceptions-covid19> ; « Coronavirus : Les utilisateurs de médias sociaux sont plus susceptibles de croire à des conspirations », BBC News. 19 juin 2020. <https://www.bbc.com/afrique/monde-53103606>

mode de vie nécessite une explication aussi complexe que le virus lui-même et l'identification de sa véritable cause. Il n'est donc pas étonnant que l'État et ses représentants soient les principales victimes de cet héritage scientifique, puisque tout le système politique libéral est basé sur le principe de la méfiance envers les individus qui occupent des charges publiques. Par conséquent, lorsque l'inexpliqué s'abat sur nous, le réflexe naturel de plusieurs est de renforcer la cohérence de ce phénomène en désignant un coupable — l'État et ses représentants étant les suspects évidents — et de lui donner une explication apparemment structurée : un processus qui conduit aux théories du complot. Ainsi, lorsqu'une partie importante de la population adhère à ces thèses délirantes, il n'est guère surprenant que des tensions apparaissent entre leurs partisans et les directives émanant de l'État. L'obéissance cède alors la place à la méfiance et, finalement, à la provocation.

Deuxièmement, depuis plus d'un demi-siècle, les sociétés libérales ont pris un virage dangereusement libertaire, dont la conséquence est la rupture de l'équilibre nécessaire entre la jouissance de la liberté individuelle et les restrictions raisonnables auxquelles cette même liberté doit être soumise. À la suite de la « révolution des droits » issue des années 60, cette dérive a engendré une mentalité en vertu de laquelle l'épanouissement individuel, la réalisation de soi et le désir d'authenticité prédominent. Ces principes ne sont pas problématiques en soi. Au contraire, ils méritent d'être célébrés dans la mesure où il est difficile d'imaginer des individus rationnels qui accepteraient que leurs comportements ou leur idée d'une belle vie puissent être dictés par d'autres. La liberté individuelle — ou « liberté négative » — est un objectif auquel chacun devrait aspirer et cet idéal ne doit pas être remis en question. Cependant, le problème se pose lorsque cette jouissance libertaire se fait au détriment de l'intérêt collectif, et malheureusement, les sociétés libérales actuelles sont tombées dans cette spirale. En fait, j'irais même jusqu'à affirmer que l'expression « société libérale » est devenue un oxymore dans la mesure où le libéralisme contemporain a depuis longtemps fait disparaître le sens et la portée des liens intersubjectifs qui servent précisément à « créer la société ». Si l'individualisme se doit d'être valorisé dans toute société, les hommes et les femmes qui la composent n'en sont pas moins tenus de projeter leurs actions dans un cadre communautaire, faute de quoi l'appartenance sociale ne serait que de simples calculs rationnels d'individus qui ne cherchent qu'à maximiser leurs propres intérêts en passant constamment et sans scrupules d'une relation à l'autre. En l'absence de ce sentiment d'appartenance à un monde qui nous dépasse et sur lequel nous devrions évaluer la valeur de nos choix individuels, il n'existe plus de sociétés, mais seulement des communautés d'égoïstes dont le destin ne dure guère plus longtemps que l'accord de ses membres sur un intérêt commun momentané. À bien des égards, cette description théorique correspond au visage des sociétés libérales actuelles : un visage qui s'est manifesté lors de la crise de la COVID-19, alors que de nombreux citoyens ont délibérément choisi d'ignorer les règles de santé publique afin de jouir de leur liberté au détriment des intérêts d'autrui. Pire encore, face aux mesures imposées par l'État pour réduire les cas d'infection, de nombreux individus

ont ouvertement opté pour la désobéissance civile, prétextant que ces mesures portent atteinte à leurs libertés individuelles.

Enfin, la crise de la COVID-19 a également révélé que les croyances culturelles et religieuses ont également contribué à porter atteinte aux directives de l'État. En effet, les individus ont parfois accordé plus de poids à ces convictions et ont sciemment choisi d'ignorer les lois ou les décrets publics au nom du respect de ces croyances, ce qui a contribué à accélérer la propagation du virus. Si l'on ne peut nier l'importance qu'ont les sociétés de reconnaître et de respecter ces croyances, cette crise a néanmoins démontré que celles-ci peuvent être préjudiciables au bien commun lorsque la volonté de suivre ce que peuvent dicter ces croyances l'emporte sur la nécessité de respecter les normes publiques. Cette situation est inquiétante dans la mesure où les sociétés libérales ont suivi un modèle au cours des 40 dernières années qui risque de rendre cette réalité de plus en plus courante. En raison de leur volonté de promouvoir le droit à l'authenticité et afin de prévenir les cas de discrimination (une approche directement responsable du problème évoqué ci-dessus), les sociétés modernes ont également fait la promotion de la nécessité de reconnaître et d'accommoder chaque groupe minoritaire présent dans une société donnée. Cette politique de multiculturalisme a donc valorisé les identités infranationales (qu'elles soient ethniques, culturelles ou religieuses). Si cette idée est bonne en soi et ne doit pas être remise en question dans son principe, son application a néanmoins conduit à la consolidation d'identités qui ont désormais le potentiel d'entrer en concurrence avec l'identité plus large que les individus doivent ressentir envers leur État.

Si cette pandémie nous a permis de constater l'ampleur de la crise qui affecte l'autorité politique, elle doit également nous conduire à une réflexion profonde sur les causes de ce phénomène et les solutions que nous devons envisager. De toute évidence, le déséquilibre qui s'est créé en faveur d'une jouissance excessive et irresponsable de la liberté individuelle ne doit pas nous amener à considérer l'autre extrême, c'est-à-dire la réglementation stricte et répressive de cette liberté. À cet égard, le succès du modèle chinois qui (du moins selon la version officielle) a su contenir la résurgence d'une deuxième vague ne peut servir de modèle à suivre. Comme je l'ai déjà évoqué, la liberté individuelle est une valeur que les sociétés humaines doivent chérir et valoriser : une idée totalement étrangère à ce régime totalitaire. Le lecteur doit savoir que malgré toutes ses imperfections actuelles, l'idéologie libérale doit être préservée. Plutôt que de la sacrifier et de la considérer comme inapte à affronter des situations graves comme une pandémie, il faut au contraire avoir une attitude modérée et tenter de créer un meilleur équilibre entre la liberté négative et l'indispensable civisme qui doit animer les membres d'une société. Loin d'être une atteinte à la liberté individuelle, la réalisation de ce juste milieu est au contraire la garantie la plus efficace contre une éventuelle violation des droits individuels. En effet, l'individu doit comprendre que son incapacité à trouver le juste équilibre, qui se manifeste par la prééminence donnée à la jouissance de

sa liberté individuelle au détriment des intérêts de la collectivité, ouvre la porte à l'atteinte de cette même liberté. Ce paradoxe s'explique facilement. Face à un tel comportement individualiste, les personnes qui ont fait le choix de respecter l'autorité de l'État ont naturellement condamné les actions potentiellement préjudiciables à la santé d'autrui. Ces personnes ont alors lancé des appels croissants en faveur de l'introduction de mesures plus strictes dignes d'un État policier ou d'un régime autoritaire. De tels appels sont tout à fait compréhensibles du point de vue de la santé publique, mais ils sont également symptomatiques d'un besoin plus large d'autorité politique ainsi que d'une prise de conscience des excès et des dangers de la théorie individualiste. Paradoxalement, en temps de crise, les partisans de l'approche libérale exigent le retour d'une autorité stricte. Dans un retournement qui rappelle la légende du Grand Inquisiteur de Dostoïevski, les individus à qui la liberté est accordée finissent par prendre conscience de ses excès et de l'insécurité qu'elle engendre. Face à l'anarchie qui accompagne souvent les périodes de crise, la population réclame plus d'autorité, parfois au point de prôner des formes de contrôle extrêmes. Affaiblie par l'anxiété (la peur quelque peu *hobbessienne* de mourir de ce virus), la population accepte alors sans réserve d'être guidée et rassurée par tous les moyens, quitte à renoncer définitivement à une partie de sa liberté.

C'est exactement la menace qui pèse actuellement sur le modèle de gouvernance occidentale. Cela rappelle les mises en garde de Benjamin Constant et d'Alexis de Tocqueville, selon lesquelles l'abus d'une liberté négative peut conduire à la tyrannie. Dans ce cas, l'érosion de l'autorité résultant en partie de ce même phénomène pourrait bien entraîner des conséquences semblables. Il ne s'agit pas de sacrifier à terme la totalité des principes fondateurs du libéralisme, mais plutôt de l'endiguer pour prévenir les abus actuels. Comme je l'ai dit précédemment, ce serait une erreur de répondre de manière disproportionnée au comportement irresponsable de certains qui a été révélé par la crise, puisque cela pourrait déboucher sur des politiques susceptibles de provoquer des changements structurels durables et d'entraîner les sociétés libérales sur une pente dangereusement glissante. En ce qui concerne la protection des droits naturels des citoyens, un esprit de modération doit prévaloir. Dans la même logique, même si les croyances culturelles ont pu faire dérailler les efforts des États pour limiter la propagation du virus, la reconnaissance de la valeur des cultures minoritaires ne doit pas être remise en cause pour autant. En effet, les cultures jouent un rôle fondamental dans la capacité des peuples à faire des choix et à valoriser leur conception respective de la vie bonne, c'est pourquoi la discrimination doit être combattue et pourquoi le fait de forcer les minorités ethnoculturelles à s'assimiler dans un seul moule culturel peut provoquer de terribles préjudices. À cet égard, l'objectif est plutôt de trouver les moyens d'assurer la reconnaissance attendue des croyances des minorités ethnoculturelles ou religieuses d'une manière qui permettra néanmoins de subordonner leur importance catégorique à celui du bien général de la société lorsque la situation l'exigera.

Si la pandémie de la COVID-19 a démontré que les sociétés libérales se définissent par une forme de citoyenneté irresponsable et un manque de respect de l'autorité politique, elle nous a également donné la capacité de déterminer les sources de cette crise afin de trouver le remède approprié. Toutefois, ce remède implique de trouver un meilleur équilibre entre la liberté nécessaire que nous devrions accorder aux citoyens et la nécessité pour eux de se conformer aux directives des États lorsque cela est nécessaire. Il est très difficile de trouver cet équilibre, car il serait facile de proposer des mécanismes qui conduiraient finalement à la subordination des personnes aux intérêts de l'État. Cette option ne devrait jamais prévaloir, car la préservation de la liberté individuelle devrait être l'objectif principal des sociétés modernes. Il faut cependant trouver des moyens qui amèneront les gens à utiliser leur liberté personnelle de manière responsable. C'est la tâche que je me donne avec ce livre, qui est une extension logique des arguments que j'ai déjà développés et défendus ailleurs³.

Nur-Sultan, Mars 2021

³ Jean-François Caron, *Pandémie: Une esquisse politique et philosophique du monde d'après*, Québec: Les Presses de l'Université Laval, 2020, ainsi que les lettres ouvertes suivantes : "Le meilleur régime politique en temps de pandémie", *La Presse*, 16 mars 2020; "Quand l'État devient un justicier illégitime", *Le Devoir*, 7 novembre 2020; "Entre coercition et dissuasion : la crise de l'autorité", *Le Devoir*, 23 janvier 2021.

Chapitre 1

Les fondements culturels des théories du complot

« Le virus COVID-19 a été fabriqué en laboratoire » ; « La technologie 5G est liée à la COVID-19 » ; « C'est un moyen pour Bill Gates de placer des puces électroniques dans le vaccin pour contrôler les gens » ; « La COVID-19 n'existe pas vraiment, c'est juste un moyen pour les élites politiques de nous enlever notre liberté ». Nous avons tous entendu au moins une de ces affirmations depuis le début de la crise du coronavirus. Des sondages ont en effet révélé que 29 % des Américains pensent que le virus a été fabriqué en laboratoire⁴, 19 % pensent que ce virus fait partie d'un plan de dépeuplement orchestré par l'ONU ou le « nouvel ordre mondial », tandis que 23 % pensent qu'il est probable que le vaccin infectera délibérément les gens avec un poison⁵. On peut également observer cette tendance ailleurs. Une étude publiée en octobre 2020 a révélé que 22 % des personnes interrogées en Grande-Bretagne estiment que l'affirmation selon laquelle la COVID-19 a été élaborée dans un laboratoire de Wuhan est fiable. Ce pourcentage s'élève à 26 % en Irlande, 33 % au Mexique et 37 % en Espagne. L'étude a également révélé que 22 % des personnes au Mexique et 18 % en Irlande et en Espagne estiment que la COVID-19 fait partie d'un complot visant à imposer une vaccination mondiale, tandis que 16 % des répondants au Mexique et en Espagne, 12 % en Irlande et 8 % en Grande-Bretagne croient que la technologie 5G est liée de près ou de loin au virus⁶. Il va sans dire que de telles croyances ont d'énormes conséquences pour le reste de la société ainsi que pour leurs adeptes. En effet, lorsqu'elles conduisent d'innombrables individus à ignorer les directives des gouvernements en période de pandémie, ces croyances contribuent simplement à accélérer la propagation du virus qui peut alors infecter des individus qui ont pris la décision de respecter les règles.

⁴ « Nearly three-in-ten Americans believe covid-19 was made in a lab », Pew Research Center, 8 avril 2020. https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/04/08/nearly-three-in-ten-americans-believe-covid-19-was-made-in-a-lab/?utm_source=Pew+Research+Center&utm_campaign=9a8a1fc2a0-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_09_06_59&utm_medium=email&utm_term=0_3e953b9b70-9a8a1fc2a0-400906701

⁵ Louise Boyle, « US election poll: One in five believe Covid-19 is a 'depopulation plan orchestrated by UN' amid disturbing rise in conspiracy theories », 31 octobre 2020. <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-election-2020/us-polls-election-2020-trump-covid-lies-conspiracy-b1403876.html>

⁶ Jon Roozenbeek et al., « Susceptibility to misinformation about COVID-19 around the world », *the Royal Society*, Vol. 7, No. 10, p. 1-15.

Comment expliquer cette attitude qui a conduit de nombreuses personnes dans les sociétés occidentales à désobéir activement aux directives de l'État en refusant de porter un masque en public, en organisant des événements de masse à un moment où les autorités demandaient aux individus de limiter leurs contacts ou en commettant des incendies criminels contre les tours de télécommunication ? Les nombreuses causes qui expliquent l'existence des théories du complot ont déjà été discutées en psychologie. Tout d'abord, ces théories remplissent une fonction épistémique, car elles sont capables de fournir ce qui semble être une explication cohérente qui aide à préserver les croyances les plus sincères des individus (par exemple, que les vaccins sont intrinsèquement dangereux, que le 11 septembre a été mis en scène par la CIA ou que le changement climatique est un canular) et leur compréhension du monde lorsque les sociétés sont confrontées à des défis importants⁷. Des études ont en effet démontré que l'incitation à se tourner vers ces théories est plus forte lorsqu'une situation laisse les gens anxieux et impuissants⁸. Ce mécanisme est facilement compréhensible, car le fait de chercher une explication lorsque le chaos règne est une caractéristique fondamentale de l'esprit humain et permet aux gens de régler leur traumatisme et de trouver un bien-être nécessaire⁹. Les théories du complot sont très efficaces à cet égard, car elles résistent à toute forme de falsification, puisqu'elles peuvent facilement s'adapter aux contradictions grâce à leur capacité à trouver de nouvelles preuves apparemment favorables à leur défense ou parce que ceux qui les attaquent sont souvent présentés comme faisant partie de la conspiration elle-même. Par exemple, je me souviens qu'au début de la deuxième vague d'infections à la COVID-19, de nombreux adeptes de ces croyances se sont rendus dans les hôpitaux pour se filmer avec leurs téléphones intelligents afin de démontrer l'absence de patients et de prouver que le gouvernement mentait en inventant des chiffres. Cependant, lorsque les cas ont recommencé à grimper, ces mêmes personnes ont justifié l'inondation des salles d'urgence en disant que le gouvernement avait délibérément infecté des personnes. Le fait est qu'il est tout simplement impossible de remporter un débat avec un adepte de ces théories : ils auront toujours raison, peu importe les efforts déployés par les autorités pour prouver qu'ils ont tort.

Ceci étant dit, la question qui m'intéresse est de savoir comment les sociétés libérales sont conçues de manière à favoriser ces croyances. Bien entendu, je ne prétends pas

⁷ Stephan Lewandowsky, Klaus Oberauer et Gilles E. Gignac, « NASA faked the moon landing—Therefore, (climate) science is a hoax: An anatomy of the motivated rejection of science », *Psychological Science*, Vol. 24, No. 5, 2013, p. 622-633; Patrick J. Leman et Marco Cinnirella, « Beliefs in conspiracy theories and the need for cognitive closure », *Frontiers in Psychology*, Vol. 4, Article 378, June 2013, p. 1-10.

⁸ Monika Grzesiak-Feldman, « The Effect of High-Anxiety Situations on Conspiracy Thinking », *Current Psychology*, Vol. 32, 2013, p. 100-118.

⁹ Damaris Graeupner et Alin Coman, « The dark side of meaning-making: How social exclusion leads to superstitious thinking », *Journal of Experimental Social Psychology*, Vol. 69, 2017, p. 218.

que ces sociétés sont responsables de la présence de ces théories, qui ont toujours été présentes dans l'histoire et dans tous les types de sociétés. Il s'agirait d'une hypothèse insensée qui ignorerait les théories du complot qui ont conduit au massacre des Juifs au Moyen Âge lorsqu'ils prévoyaient — comme on le disait à l'époque — d'empoisonner les sources d'eau potable ou lorsque des femmes de Salem furent brûlées vives pour avoir prétendument comploté avec le diable. Nous pourrions également mentionner les Protocoles des sages de Sion qui ont joué un rôle important dans la promotion de l'antisémitisme dans la première moitié du 20^{ème} siècle. Les ethnographies africaines et sud-américaines ont également révélé la présence de ces croyances dans les zones rurales où des individus sont accusés de sorcellerie lorsqu'une calamité survient¹⁰. Même si ce phénomène est universel, il existe néanmoins des facteurs spécifiques aux sociétés libérales qui peuvent expliquer pourquoi cette tendance est à la hausse.

Le fait que la liberté d'expression et la tolérance à l'égard des idées dérangeantes — même les plus excentriques — soient les pierres angulaires des sociétés libérales explique certainement en partie leur prévalence : un fait qui est aujourd'hui renforcé par la présence d'Internet et des réseaux sociaux qui permettent aux théoriciens du complot de s'exprimer ouvertement, de partager leurs convictions et, par conséquent, de toucher des millions de personnes avec leurs thèses farfelues. Cette combinaison de facteurs a permis à des interprétations erronées de la réalité qui étaient auparavant incapables de s'accaparer une place significative dans l'espace public. Pour la première fois de l'histoire, les individus ont désormais accès — en un seul clic — à d'innombrables idées, croyances et théories qui peuvent façonner leur réalité, et ce, pour une modique somme. En revanche, il y a un prix à payer pour la disponibilité de ces données : la possibilité qu'un grand nombre de ces informations ne soient que de pures inventions sans que les individus ne soient en mesure d'en vérifier l'exactitude, ce qui entraîne un cercle vicieux. En effet, la grande majorité des individus n'est pas ouverte à la possibilité de réfuter leurs convictions. Ceci est parfaitement compréhensible, car nous devons pouvoir donner un sens aux réalités complexes qui nous entourent, ce qui implique la nécessité de l'ancrer dans des bases solides qui ne risquent pas de s'effondrer au premier signe de contradiction. La méthode dialectique peut malheureusement être gênante pour un trop grand nombre d'entre nous. Ainsi, l'internaute trouvera facilement une variété de sources en ligne qui confirmeront ses convictions les plus sincères malgré le fait qu'elles n'ont aucune validité scientifique puisque les gens ont tendance à consulter uniquement les sources qui confirment ce qu'ils pensent déjà. En ce sens, nous sommes loin d'assister à l'émergence d'une communauté mondiale de la connaissance grâce à notre révolution technologique contemporaine qui ressemble à celle qui a suivi l'invention de l'imprimerie par Johannes Gutenberg au XVe siècle. Plutôt que de considérer l'Internet et la prolifération des outils d'information comme des sources de connaissances qui pourraient finalement jeter les bases d'un nouvel agora

¹⁰ Jan-Willem van Prooijen et Karen M. Douglas, « Belief in conspiracy theories: Basic principles of an emerging research domain », *European Journal of Social Psychology*, Vol. 48, 2018, p. 899.

politique qui placerait le citoyen au centre du processus décisionnel, nous devrions considérer ces développements de manière critique comme des facteurs qui augmentent la crédulité des gens. Ce processus est renforcé par des historiques de recherche en ligne qui, grâce à des algorithmes, orientent les utilisateurs vers d'autres sites web et sources qui confirment ce qu'ils pensent déjà. Les gens ont donc l'impression qu'ils ont obtenu une certitude scientifique au sujet d'un phénomène qui est d'intérêt pour eux à l'issue de ce qui semble être à leurs yeux une enquête rigoureuse. Paradoxalement, il faut bien admettre que l'accès sans précédent à la connaissance que nous offre Internet s'est révélé être un puissant outil d'ignorance. En contexte de pandémie, l'impact de ces théories est éminemment pernicieux puisqu'elles peuvent pousser les gens à refuser d'obéir à leur gouvernement et de respecter son autorité. En effet, toutes les études de psychologie sociale ont prouvé que les partisans des théories du complot accusent couramment les institutions gouvernementales — qu'il s'agisse des politiciens en général ou des agences et secteurs publics qui sont liés à l'État en raison des services qu'ils fournissent, comme les sociétés pharmaceutiques — de comploter contre eux¹¹.

Je crois que l'on peut affirmer sans se tromper qu'Internet et les réseaux sociaux ne sont pas près de disparaître. Au contraire, ils sont là pour rester. Ainsi, la volonté de les réglementer semble être la seule option possible et faisable. Toutefois, cette option s'accompagne encore de nombreuses questions liées à la manière dont on devrait procéder. Qui devrait déterminer les règlements, les entreprises elles-mêmes ou les représentants de l'État ? Quels critères faut-il appliquer pour déterminer quel type d'information est interdit ou disponible ? Bien que la plupart des théories du complot se soient historiquement révélées infondées, force est d'admettre que quelques-unes se sont néanmoins révélées exactes. Le meilleur exemple est probablement le scandale du Watergate qui a d'abord été ridiculisé par l'administration Nixon et ses partisans avant que les journalistes Carl Bernstein et Bob Woodward ne fournissent des preuves concrètes à l'effet que les républicains avaient espionné leurs rivaux démocrates. En ce sens, toute forme de censure risque de faire taire la vérité. Ce qu'il faut donc éviter, c'est d'imposer un récit unique et de faire taire les points de vue divergents sous prétexte qu'ils sont faux. Il existe un risque inhérent pour les États libéraux de se retrouver sur une voie autoritaire en essayant de réglementer l'accès à l'information.

Cependant, ce que je souhaite souligner dans ce chapitre, c'est la façon dont l'accès facile et répandu à l'information interagit avec d'autres caractéristiques fondamentales des sociétés libérales pour accroître davantage la méfiance des gens envers leurs gouvernements. Autrement dit, un accès plus large à l'information n'est pas automatiquement lié à une tendance croissante des gens à douter des personnes en position d'autorité. Cette tendance est plutôt associée au contexte historique et culturel du libéralisme en tant que tradition philosophique qui a mis au centre de notre compréhension du monde des concepts qui peuvent alimenter le manque de respect

¹¹ *Ibid.*

envers l'autorité. Si la valorisation de la liberté d'expression est un facteur qui peut expliquer la popularité des théories du complot dans les sociétés libérales, le principe d'égalité joue également un rôle central à cet égard, car il tend à priver les experts de leur statut. Comme je l'ai déjà mentionné ailleurs, le libéralisme célèbre l'idée d'égalité entre les hommes et les femmes comme un dogme quasi religieux¹². Quiconque s'en éloigne est automatiquement taxé d'élitisme. En conséquence, les gens auront tendance à refuser toute forme d'autorité à leur égard, car elle sera considérée à leurs yeux comme une forme d'infantilisation indésirable qui nie leur droit à l'égalité. Ce phénomène a été rendu possible grâce à la révolution technologique actuelle. L'accès facile à des formes de connaissances qui étaient autrefois indisponibles ou qui nécessitaient du temps et des efforts permet maintenant à des non-experts de rivaliser avec les médecins ou les scientifiques. Il existe en effet une corrélation directe entre le sentiment d'être bien informé sur une question spécifique et le manque de confiance des individus envers les experts dans ce domaine¹³. Autrement dit, plus les gens ont tendance à se considérer comme informés sur une question scientifique, plus ils douteront des scientifiques : une situation qui ressemble beaucoup à ce que Platon a décrit dans *Phèdre* à propos d'une conception de l'éducation basée sur la mémorisation des connaissances :

« Tu n'as donc point trouvé un moyen pour la mémoire, mais pour la simple réminiscence, et tu n'offres à tes disciples que le nom de la science sans la réalité ; car, lorsqu'ils auront lu beaucoup de choses sans maîtres, ils se croiront de nombreuses connaissances, tout ignorants qu'ils seront pour la plupart, et la fausse opinion qu'ils auront de leur science les rendra insupportables dans le commerce de la vie »¹⁴.

Cette question, combinée au fait que ceux qui donnent des conseils sur la manière de se comporter sont définis comme faisant partie de la conspiration, produit un contexte dans lequel chacun commence à penser que ses « connaissances » personnelles ont la même valeur que celles des experts. En conséquence, les figures d'autorité ont tendance à perdre leur capacité à exercer une influence et un contrôle légitimes sur les autres. Il est donc fondamental que les individus ne considèrent pas automatiquement les connaissances des autres comme strictement égales aux leurs, mais qu'ils reconnaissent que les experts sont les porteurs d'un statut social qu'ils ont acquis grâce à leurs efforts. Accepter cette subordination n'est en aucun cas une atteinte ou une négation de leur capacité à bénéficier d'un traitement égal, puisque toutes et tous demeurent sujets aux mêmes droits et obligations que ceux qui ont acquis une connaissance spécifique. C'est pourquoi les étudiants doivent accepter que la personne qui donne leur enseignement et qui corrige leurs travaux est un professeur à qui ils doivent

¹² Jean-François Caron, *Pandémie: Une esquisse politique et philosophique du monde d'après*, Québec: Les Presses de l'Université Laval, 2020

¹³ Gérald Bronner, *La démocratie des crédules*, Paris : PUF, 2013, p. 395.

¹⁴ Platon, *Phèdre*, traduction de Cousin, par. 122.

respect et subordination. De même, les personnes qui regardent une émission de télévision dans laquelle un scientifique discute des mesures à prendre pour lutter contre un virus mortel doivent reconnaître que l'expertise du scientifique justifie que ses conseils soient suivis. L'autorité s'effondre toutefois lorsque les gens commencent à perdre cette capacité de voir les autres comme les représentants légitimes d'un groupe social dont l'expertise ne devrait pas être remise en cause au nom de l'égalité. Ainsi, la désobéissance, la rébellion et l'absence de déférence ne sont pas des fondements sociaux sur lesquels les sociétés peuvent être construites¹⁵.

Cette incapacité des figures d'autorité traditionnelles à avoir une influence sur nos vies soit parce qu'elles sont considérées comme faisant partie d'une conspiration ou bien parce que nous jugeons que nos connaissances ont une valeur égale aux leurs n'explique pas tout. C'est aussi un élément constitutif de l'héritage philosophique moderne des 300 dernières années qui s'est construit en partie sur la nécessité de mettre en doute les institutions et les figures d'autorité en raison de leur propension à nier aux gens leur capacité à déterminer par eux-mêmes leurs actions et leur conception respective d'une vie bonne. L'appel le plus célèbre à cet égard reste celui d'Emmanuel Kant contre les « gardiens » qui s'étaient arrogés le rôle de nous maintenir enchaînés à des dogmes et des croyances qui maintenaient nos ancêtres dans un état d'esclavage mental en les empêchant de mener leur vie selon leur propre conception du bonheur¹⁶. Libérer l'humain des nombreuses chaînes qui l'empêchaient de jouir de sa liberté fut la quête des sociétés libérales modernes ; les gens ont donc été encouragés à douter de tous les types d'autorités qui ont tenté de restreindre leurs actions. En effet, pour Kant :

¹⁵ Lorsque c'est le cas, les sociétés commencent à ressentir ce que Platon a décrit dans *La République* (562c-563d). Il s'agit d'un schéma similaire à celui observé par Platon dans sa critique de la démocratie. Alors que les gens devraient écouter ceux qui savent, ils feront plutôt attention aux individus qui ne font que prétendre savoir, conduisant ainsi la ville démocratique à la décadence. Dans sa célèbre comparaison d'un homme malade avec un médecin, Platon a écrit ce qui suit : « Je suis allé, souvent déjà, avec mon frère, avec d'autres médecins visiter des malades qui ne consentaient ni à boire leur remède ni à se laisser saigner ou cautériser par le médecin. Et là où le médecin était impuissant à les convaincre, moi je parvenais, sans autre art que la rhétorique, à les convaincre. Venons-en à la Cité, suppose qu'un orateur et qu'un médecin se rendent dans la Cité que tu voudras, et qu'il faille organiser, à l'Assemblée ou dans le cadre d'une autre réunion, une confrontation entre le médecin et l'orateur pour savoir lequel des deux on doit choisir comme médecin. Eh bien, j'affirme que le médecin aurait l'air de n'être rien du tout, et que l'homme qui sait parler serait choisi s'il le voulait. Suppose encore que la confrontation se fasse avec n'importe quel autre spécialiste, c'est toujours l'orateur qui, mieux que personne, saurait convaincre qu'on le choisît. Car il n'y a rien dont l'orateur ne puisse parler, en public, avec une plus grande force de persuasion que celle de n'importe quel spécialiste. Ah, si grande est la puissance de cet art rhétorique ! » (*Gorgias*, 456b-c).

¹⁶ Emmanuel Kant, "Qu'est-ce que les Lumières ?", 1784.

« [La modernité] est le vrai siècle de la critique ; rien ne doit y échapper. En vain la religion avec sa sainteté, et la législation avec sa majesté, prétendent-elles s’y soustraire elles ne font par là qu’exciter contre elles-mêmes de justes soupçons, et elles perdent tout droit à cette sincère estime que la raison n’accorde qu’à ce qui a pu soutenir son libre et public examen »¹⁷.

En conséquence, cette tradition qui a combiné l’idée d’égalité entre les individus avec la nécessité de douter de l’autorité a créé un cocktail explosif qui a conduit à une crise profonde de l’autorité dans nos sociétés libérales modernes. Lorsque c’est le cas, les États se retrouvent avec deux options qui sont toutes deux considérées comme des remplacements de l’autorité, à savoir l’utilisation de mesures coercitives par l’État ou le recours à un processus de dialogue égalitaire qui vise à convaincre les individus de suivre une certaine voie. Ce sont les options qui ont été privilégiées par les sociétés libérales pendant la pandémie de la COVID-19 et qui ont prouvé leurs limites, c’est pourquoi elles ne doivent pas être perçues comme des solutions efficaces pour susciter l’obéissance des gens. Plus loin dans cet essai, j’expliquerai en détail pourquoi nous devrions nous méfier de ces solutions de rechange, mais pour l’instant, je me contente de dire que l’autorité véritable repose sur une inclination naturelle des gens à obéir à des individus qui ont acquis un statut social plus élevé grâce à leurs vertus et leurs talents. En revanche, et comme l’a fait valoir Hannah Arendt, l’obéissance et le respect de l’autorité ont échoué chaque fois qu’ils ont reposé sur la force et la violence ou lorsque leur efficacité s’est fondée sur la persuasion. Comme je l’expliquerai plus loin, il ne s’agit pas de fondements efficaces sur lesquels l’autorité doit s’établir.

La crise de la COVID-19 nous a donc clairement révélé la profonde crise culturelle des sociétés libérales et le cercle vicieux dans lequel elles se trouvent. Lorsque les dirigeants politiques et les scientifiques doivent expliquer *ad nauseam*, lors de conférences de presse ou à la télévision, la logique derrière la nécessité de porter des masques, de pratiquer la distanciation sociale ou d’éviter les voyages inutiles afin de les convaincre de respecter les règles, ils prouvent ainsi tout simplement leur incapacité à générer l’autorité. En retour, cela génère une contre-réaction de la part d’individus irresponsables qui, au nom de l’égalité et de leur obligation d’exercer un doute envers les dirigeants qui ne sont intéressés qu’à les maintenir dans un état de docilité, fournissent des « preuves » que leur gouvernement abuse de son pouvoir ou leur ment. Face à cette situation, le gouvernement n’aura d’autre choix que d’imposer des mesures liberticides visant principalement à forcer ces citoyens rebelles à obéir. L’adoption de ces mesures coercitives n’illustre comme aucun autre exemple le déclin de l’autorité gouvernementale. En fin de compte, il s’agit d’un jeu à somme nulle qui ne peut que mener les sociétés sur un terrain glissant, puisque cette violence augmentera davantage le ressentiment de ceux qui refusent de respecter les règles et renforcera le schisme

¹⁷ Emmanuel Kant, *Critique de la raison pure*, Cambridge University Press, 1998, p. 100-101.

entre eux et les dirigeants de l'État, créant ainsi un environnement politique propice au populisme : un courant qui, comme nous avons malheureusement constaté sous la présidence Trump, accélère de manière exponentielle l'érosion de l'autorité.

De plus, il existe une autre composante fondamentale du libéralisme qui accroît davantage ce manque de confiance envers les gouvernements et alimente la popularité des théories du complot : le fait que notre relation envers les autorités publiques repose sur une institutionnalisation de la méfiance à leur égard. En effet, la tradition libérale s'est construite sur l'idée que les sociétés doivent servir les besoins et les objectifs de l'homme et non l'inverse. Cette valeur accordée à l'individualisme a créé un système dans lequel les gens pensent qu'ils doivent bénéficier de la plus grande liberté privée possible, ce que l'on a appelé la « liberté négative »¹⁸. En conséquence, cette croyance signifie que les individus n'ont aucune obligation de s'engager dans la politique si cela ne correspond pas à leur propre idée du bonheur. Cela peut évidemment devenir problématique, car l'obsession de ne s'occuper que de nos propres affaires peut finalement être préjudiciable à nos intérêts à long terme. Comme le soulignent divers auteurs libéraux, tels que Benjamin Constant et Alexis de Tocqueville, choisir d'ignorer comment agissent ceux et celles que nous élisons pour s'assurer de notre bien-être collectif crée le risque de voir ces droits être bafoués et d'assister à l'émergence d'un despotisme doux. La meilleure métaphore à cet égard est probablement celle de Constant dans laquelle il compare le système représentatif de gouvernement avec celui des personnes riches qui ressentent le besoin d'engager un comptable pour les aider à gérer leurs finances. Il écrit :

« Le système représentatif n'est autre chose qu'une organisation à l'aide de laquelle une nation se décharge sur quelques individus de ce qu'elle ne peut ou ne veut pas faire elle-même. Les individus pauvres font eux-mêmes leurs affaires : les hommes riches prennent des intendants (...) Le système représentatif est une procuration donnée à un certain nombre d'hommes par la masse du peuple, qui veut que ses intérêts soient défendus, et qui néanmoins n'a pas le temps de les défendre toujours lui-même. Mais à moins d'être insensés, les hommes riches qui ont des intendants examinent avec attention et sévérité si ces intendants font leur devoir, s'ils ne sont ni négligents ni corruptibles, ni incapables ; et pour juger de la gestion de ces mandataires, les commettants qui ont de la prudence se mettent bien au fait des affaires dont ils leur confient l'administration. De même, les peuples qui, dans le but de jouir de la liberté qui leur convient, recourent au système représentatif, doivent exercer une surveillance active et constante sur leurs représentants, et se réserver, à des

¹⁸ Bien entendu, la liberté négative des gens n'est pas absolue et peut être limitée pour des motifs raisonnables dans une société libre et démocratique, surtout si leurs actions finissent par avoir des effets négatifs sur la vie des autres ou sur leur capacité à rechercher leur bonheur. Voilà un élément essentiel d'une citoyenneté responsable sur laquelle je reviendrai plus loin.

époques qui ne soient pas séparées par de trop longs intervalles, le droit de les écarter s'ils ont trompé leurs vœux, et de révoquer les pouvoirs dont ils auraient abusé »¹⁹.

Cette citation est sans ambiguïté concernant la manière avec laquelle les individus devraient s'assurer de la non-violation de leurs droits par les élus : la nécessité de surveiller des gens qui portent en eux l'ADN de la malhonnêteté et qui sont sujets à l'abus de pouvoir sont les idées essentielles qui définissent la dynamique entre les citoyens et leurs dirigeants. Ce manque de confiance a généralement conduit au développement d'institutions et de mécanismes qui ont fait de la méfiance l'élément clé de notre manière de concevoir le pouvoir et qui a donné naissance à des principes comme ceux des contre-pouvoirs et, dans certains cas, d'un processus de révocation des élus. Sur la base de l'évaluation de la nature humaine telle qu'établie par Machiavel²⁰, les sociétés modernes sont donc fondées sur l'idée que nous ne pouvons faire confiance aux individus qui détiennent le pouvoir et que ceux qui en jouissent n'hésiteront jamais à en abuser si on leur en donne la possibilité. Cette vision n'est pas seulement réservée aux dirigeants politiques, mais aussi à de nombreuses professions dont le professionnalisme de ses membres est garanti par le respect de codes déontologiques stricts qui agissent comme une épée de Damoclès au-dessus de leur tête. Par conséquent, cette logique institutionnalisée de méfiance profonde entre les individus et ceux qui sont en position d'autorité contribue également à expliquer la popularité des théories du complot impliquant des politiciens et leurs proches collaborateurs. Ainsi, il n'est pas surprenant que les plus enclins à approuver ces théories soient des individus qui ont déjà des raisons de se méfier du gouvernement soit en raison de leur position sociale stigmatisée ou défavorisée et qui peuvent en être venus à croire que l'élite a monté le système contre eux²¹.

Un autre facteur qui joue un rôle dans la tendance croissante des théories du complot dans les sociétés libérales modernes est le fait que l'érosion des croyances traditionnelles a conduit au droit de douter, ce qui a également déclenché un autre phénomène unique, à savoir la nécessité de déterminer les raisons qui se cachent derrière chaque situation à laquelle les individus ou les sociétés sont confrontées. Avec la domination de la raison, il n'y a pas de place pour l'erreur ou l'irrationalité comme

¹⁹ Benjamin Constant, « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes », discours prononcé à l'Athénée royal de Paris, 1819.

²⁰ Nicolas Machiavel, *Le Prince*. Voir aussi Jean-François Caron, *Le Prince 2020: De l'usage de la dictature au 21ème siècle?*, Québec: Les Presses de l'Université Laval, 2020.

²¹ Jennifer Crocker et al., « Belief in U.S. Government Conspiracy Theories Against Black Among Black and White College Students: Powerlessness or System Blame? », *Personality and Social Psychology Bulletin*, Vol. 25, No. 8, 1999, p. 941-953; Roland Imhoff et Martin Bruder, « Speaking (Un-)Truth to Power: Conspiracy Mentality as A Generalised Political Attitude », *European Journal of Personality*, Vol. 28, No. 1, 2014, p. 25-43.

explications potentielles lorsque les contingences frappent. Dans le monde des démocraties occidentales, on a répété et enseigné aux gens au cours des 300 dernières années que tout phénomène a une explication rationnelle et que rien n'est le fruit du hasard. Il existe en effet un besoin viscéral de comprendre et d'expliquer de manière scientifique tous les incidents ; c'est comme si nos esprits ne pouvaient plus se satisfaire d'explications qui s'appuient sur le destin. L'utilisation de la raison dans un cadre scientifique rigoureux apporte un réconfort nécessaire à beaucoup d'entre nous qui, confrontés à la perte de la transcendance religieuse comme mécanisme d'adaptation, avons besoin d'une nouvelle façon de donner un sens aux événements auxquels nous sommes confrontés. Cela ne peut se faire que d'une manière anthropocentrique.

Nous ne pouvons ignorer à quel point la religion a longtemps été un outil efficace pour donner un sens aux contingences auxquelles la race humaine a dû faire face dans le passé et pour expliquer pourquoi le monde est si injuste et difficile à vivre. En effet, nous devons comprendre pourquoi certains enfants naissent avec de graves déficiences physiques ou intellectuelles ; pourquoi, par exemple, un enfant de 3 ans souffre d'une tumeur cérébrale incurable ; ou pourquoi des individus qui possèdent une éthique du travail admirable peuvent néanmoins échouer dans leur tentative de se lancer en affaires alors que des individus moins talentueux et moins dévoués réussissent dans leurs projets. Que ce soit à travers l'eschatologie messianique d'un Dieu qui rétablira la justice à la fin des temps ou à travers la doctrine indienne du karma, les religions sont en mesure de nous fournir un moyen de comprendre ce qui ne semble pas avoir de sens. Toutefois, avec la « mort de Dieu », il nous a fallu trouver des *ersatz* aux explications religieuses. Dans certains cas, la raison et le raisonnement scientifique ont rempli ce rôle, tout comme les systèmes idéologiques tels que le fascisme et le communisme, qui ont pris le relais des religions en offrant à leurs adeptes un ensemble complexe d'explications sur toutes les questions métaphysiques profondes de l'humanité touchant au sort de leur société, le sens de l'histoire ou la signification des grands événements politiques. Ainsi, pour paraphraser ce que Pierre-Simon de Laplace avait naguère confié à Napoléon Bonaparte, Dieu est peut-être une hypothèse dont on peut se passer, mais la religiosité et tout ce qui s'y rapporte ne peuvent l'être.

Fournir des explications factuelles à toutes les éventualités est évidemment une façon imparfaite d'évaluer la réalité, car les individus, qu'on le veuille ou non, commettent des actes irrationnels dont l'explication dépasse l'entendement. Tout doit avoir une explication et c'est précisément ce que font les théories du complot en tirant parti de la profonde méfiance des gens envers leurs gouvernements. De nombreux exemples viennent à l'esprit, comme le tragique tremblement de terre de 2010 en Haïti qui a causé la mort de plus de 200 000 personnes. Cette terrible malchance qui a touché le pays le plus pauvre des Amériques était difficilement prévisible, car cette partie de la fortune échappe au contrôle humain. Mais ce n'était pas l'avis de tous ceux qui ne pouvaient accepter que le destin soit la cause de cette tragédie humanitaire. Dans les jours qui ont suivi cette tragédie, les gens ont essayé de « donner un sens » à cet événement en élaborant une théorie qui reposait sur l'idée que les États-Unis avaient

provoqué le tremblement de terre en utilisant un dispositif sismique développé dans le cadre du *High-frequency Active Auroral Research Program* (HAARP) en envoyant des ondes ultrasoniques à travers l'eau à proximité de Port-au-Prince. Les conspirationnistes ont pointé du doigt les étranges activités menées auparavant par la marine américaine dans la région et le fait que la présence d'un gouvernement favorable aux États-Unis en Haïti est une nécessité pour le gouvernement américain. Le tremblement de terre a donc été une occasion qui a permis aux États-Unis de reprendre le contrôle sur Haïti en prenant la tête de l'aide humanitaire dans ce pays.

On peut dire la même chose des attaques terroristes du 11 septembre, dont la nature barbare et aveugle dépassait la compréhension de l'individu ordinaire. En effet, est-il possible de comprendre pourquoi on utiliserait des avions commerciaux remplis d'innocents pour les transformer en bombes volantes et détruire des bâtiments remplis d'autres personnes qui, en dehors des accusations irrationnelles des terroristes, n'avaient rien fait de mal et ne méritaient pas leur sort tragique ? Encore une fois, beaucoup d'entre nous avaient besoin de donner un sens à ce jour fatidique. Il n'est donc pas surprenant que d'autres explications aient été développées et diffusées dans le monde entier grâce à Internet. Plutôt que d'accuser les agents irrationnels d'Al-Qaïda, les théoriciens du complot ont fourni ce qu'ils considéraient être une explication en apparence logique et soutenue par des preuves scientifiques : cet événement avait été planifié par le gouvernement américain. Selon ces théoriciens, la façon dont les tours jumelles se sont effondrées prouve qu'il y a eu des démolitions contrôlées à l'aide d'explosifs installés au préalable dans les bâtiments. Certains conspirationnistes ont développé une théorie voulant que des avions n'avaient pas vraiment frappé les tours jumelles, mais qu'il s'agissait plutôt de missiles entourés d'hologrammes les faisant ressembler à des avions. Et la liste est longue. Pour ces personnes, le 11 septembre était une opération nécessaire afin de déclencher une nouvelle politique de défense visant à réorienter la politique étrangère américaine qui lui a par la suite permis de justifier de nouvelles guerres à l'étranger en vue d'établir une présence solide au Moyen-Orient et en Asie centrale lui permettant de contrôler l'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel et, par conséquent, de faire obstacle aux intérêts stratégiques de la Russie et de la Chine conformément à l'idée qui a été défendue par le documentaire très connu *The Oil Factor : Behind the War on Terror*.

Il est possible de trouver plusieurs autres exemples semblables. En dépit de leurs différences, ils partagent tous les mêmes caractéristiques fondamentales, à savoir une évaluation prétendument scientifique et rationnelle fondée sur ce qui est considéré comme une preuve. Par conséquent, le fait de croire aux théories du complot n'est en aucun cas le signe d'un dysfonctionnement de la raison, d'une folie ou d'une perte de contact avec la réalité. C'est plutôt un indicateur d'une mentalité typiquement moderne qui donne la priorité au droit de douter et à l'utilisation de la raison comme seul moyen de comprendre et d'expliquer le monde qui nous entoure — un processus renforcé par les mécanismes institutionnels de méfiance qui sont intrinsèquement liés à la valeur que le libéralisme accorde à la participation politique. Ces éléments fournissent les bases

nécessaires à la création d'un état d'esprit de conspiration qui donne l'illusion d'une profondeur explicative.

Conclusion

Cette brève discussion sur la manière dont la culture du doute et de la désobéissance envers les gouvernements est intimement liée aux fondements culturels et philosophiques des sociétés occidentales libérales n'est qu'un petit aperçu des implications négatives qui expliquent le manque de respect envers l'autorité politique. En effet, la suprématie des principes d'égalité entre tous les êtres humains et de la valeur de la liberté négative sur toute autre considération a également limité la déférence envers les dirigeants. Comme je l'expliquerai dans le prochain chapitre, ce phénomène est dû en grande partie à la « révolution des droits » apparue dans les années 1960 qui a fait germer de façon exponentielle les graines individualistes et égalitaires plantées il y a 300 ans au moment de la Révolution des Lumières. Cependant, comme la crise de la COVID-19 nous l'a démontré, les expressions extrêmes de cette révolution s'accompagnent du risque d'une réaction liberticide de la part de l'État dont les individus devraient avoir conscience.

Chapitre 2

La révolution des droits et le déclin de l'autorité

La phrase « vous ne pouvez pas me forcer ; j'ai le droit de... » est devenue un mantra que beaucoup de citoyens des démocraties libérales ont l'habitude d'entendre²². En effet, de nombreux individus ont poussé à l'extrême les limites de leur liberté négative et ont choisi d'ignorer les limitations raisonnables qui devraient s'appliquer à eux dans une société libre et démocratique. Pendant la pandémie de la COVID-19, cette mentalité a conduit les individus à refuser de respecter les règles destinées à empêcher la propagation du virus, telles que le port obligatoire du couvre-visage dans les espaces publics, la limitation du nombre de participants aux rassemblements et la quarantaine stricte et obligatoire au retour de voyages à l'étranger. Par exemple, de mai à septembre 2020, environ 45 000 amendes ont été distribuées en France à des individus qui refusaient de porter un masque alors qu'ils se trouvaient à l'extérieur²³. Après l'instauration d'un couvre-feu au début de 2021 et l'interdiction de se rassembler à l'extérieur de la « bulle familiale » dans la province de Québec, au Canada, des centaines d'amendes ont été imposées aux personnes qui ont fait le choix d'ignorer ces règles. Au printemps 2020, au beau milieu de la première vague de la pandémie, les autorités italiennes ont infligé des amendes à plus de 110 000 personnes qui n'avaient aucune raison légitime de ne pas respecter le confinement ou qui avaient menti sur des formulaires octroyant des exceptions à certains individus dont le travail était jugé essentiel²⁴. Entre-temps, en Allemagne, de nombreuses manifestations sont organisées régulièrement depuis juin 2020 par un mouvement appelé « Querdenker » (qui signifie « penseur latéral ») dont les membres affirment que les politiques du gouvernement menacent le droit à la liberté d'opinion, d'expression et de réunion garanti par la constitution du pays. Comment expliquer un tel comportement irresponsable lors d'une pandémie mortelle ayant fait près de 3 millions de morts ? Pourquoi des individus cherchent-ils à contourner les mesures imposées par l'État ? Répondre à cette question est évidemment une affaire complexe comportant de multiples facettes, et c'est ce que je tâcherai d'examiner dans ce chapitre.

Premièrement, nous ne pouvons ignorer le fait que les politiciens sont parfois en partie responsables du manque de respect envers leur autorité. En effet, il est curieux de voir

²² David Desjardins, « J'ai l'doua : L'impolitesse comme outil de résistance inconscient ? Un peu, oué », *L'Actualité*, 11 septembre 2019.

²³ « Près de 45.000 verbalisations pour non-respect du port du masque depuis mai », *Le Figaro*, 18 septembre 2020. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/pres-de-45-000-verbalisations-pour-non-respect-port-du-masque-depuis-mai-20200918>

²⁴ Conrad Duncan, « Coronavirus: Italy charges nearly 110,000 people for breaking lockdown rules as tougher sanctions introduced », *the Independent*, 26 mars 2020. <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/coronavirus-italy-lockdown-police-charges-fines-quarantine-lombardy-a9427046.html>

comment les membres de l'élite politique puissent s'attendre à ce que les citoyens respectent leur travail et leur fassent confiance alors que nombre d'entre eux ont été impliqués dans des affaires douteuses ou criminelles, donnant ainsi l'impression qu'ils enfreignent parfois la loi ou instrumentalisent leurs positions pour servir leurs intérêts privés. Cette mentalité du « fais ce que je dis, pas ce que je fais » tend donc à susciter la suspicion quant aux « vraies raisons » qui motivent les décisions des responsables politiques. Dans de telles circonstances, il n'est guère étrange de voir de plus en plus d'individus manifester leur méfiance envers les politiciens et remettre en question leurs décisions. Le manque de dévouement au bien commun dont ces politiciens ont fait preuve jusqu'à présent ne fait qu'ajouter à la méfiance institutionnalisée sur laquelle la dynamique entre le peuple et ses dirigeants s'établit dans les démocraties libérales, les actions de ces derniers ne faisant qu'accréditer encore davantage la croyance des citoyens. La situation est telle que seulement 17 % des Américains pensent que leur gouvernement fait ce qu'il faut (« presque toujours » dans une proportion de 3 % et « la plupart du temps » dans une proportion de 14 %)²⁵. Cela tend à créer un cercle vicieux. Alors que le domaine de la politique et ceux qui y participent sont de plus en plus dénigrés, des personnes moins talentueuses sont maintenant prêtes à consacrer leur temps et leurs efforts à cette profession, ouvrant ainsi la porte aux personnes moins scrupuleuses qui voient la politique non pas nécessairement comme un moyen de servir le bien général, mais plutôt de poursuivre leur propre intérêt. Cela nuit encore davantage au principal pilier de la confiance, à savoir la conviction que les personnes chargées d'édicter des règles communes sont fiables, compétentes et honnêtes. Cette dynamique crée ensuite un terrain fertile pour un « vide de confiance » qui favorisera la montée de dirigeants populistes et *anti-establishment* qui pourront défier avec succès les politiciens traditionnels en manipulant efficacement l'appétit des citoyens pour un changement désormais perçu comme étant grandement nécessaire. Cela fait partie du secret de la récente accession à des postes de haut niveau d'individus improbables tels que Donald Trump, Boris Johnson, Volodymyr Zelensky et Rodrigo Duterte, dont les diatribes parfois violentes contre les politiciens traditionnels ont touché une corde sensible auprès de l'électorat.

Toutefois, un tel vide de confiance peut également s'expliquer par un problème structurel lié à ce qui est maintenant l'objectif de la politique, c'est-à-dire la capacité de l'État à garantir le droit de ses citoyens à rechercher le bonheur et sa capacité à changer positivement la vie des gens. En effet, la politique est devenue, en grande partie, vide de sens et n'est plus le mécanisme par lequel les sociétés peuvent s'autogouverner librement. Au cours des 50 dernières années, les sociétés ont progressivement perdu leur aptitude à exercer leur autonomie et sont désormais incapables de contrôler les puissantes forces de la finance, du commerce mondial et des marchés internationaux. D'une certaine manière, la mondialisation les a privées de la révolution promise par les

²⁵ « Public Trust in Government : 1968-2019 », *Pew Research Center*, 11 avril 2019.
<https://www.pewresearch.org/politics/2019/04/11/public-trust-in-government-1958-2019/>

Lumières : le rejet des forces hétéronomes qui privent les individus et les sociétés du droit de s'autogouverner eux-mêmes. Au niveau des communautés politiques, cette révolution a permis aux citoyens d'avoir un véritable impact sur la détermination des politiques par le biais de l'exercice démocratique et, par conséquent, leur capacité à modifier ces politiques en cas de besoin si elles se sont avérées ou jugées avoir des effets négatifs ou indésirables. C'est effectivement le véritable sens de la citoyenneté et la différence fondamentale entre le fait d'être un citoyen et celui de n'être qu'un sujet. Ceux qui entrent dans cette dernière catégorie sont de simples pions qui peuvent être instrumentalisés sans qu'il soit nécessaire de les consulter. C'était le cas auparavant lorsque les forces extérieures de la religion et des traditions et la volonté des monarques absolus dictaient la vie des gens. Malheureusement, la mondialisation a entravé cette promesse fondamentale de la Modernité, car la sphère économique a manifestement réussi à s'affranchir du contrôle populaire et démocratique. En conséquence, les politiciens ne maîtrisent plus les forces de l'économie mondiale. En perdant ce contrôle, la sphère politique est devenue incapable d'adopter des politiques qui permettent à l'État d'utiliser l'économie comme un outil garantissant la prospérité et le bonheur collectif. La mondialisation a plutôt sonné le glas de l'État-providence qui a longtemps été un instrument permettant d'assurer une plus grande égalité entre les gens et de mettre en œuvre des politiques économiques qui étaient en mesure de profiter à l'ensemble de la société²⁶. Les États ne sont plus en mesure de poursuivre cet objectif lorsque tout est laissé à la merci des flux incontrôlables de main-d'œuvre et de capitaux à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, la territorialité et la souveraineté n'ont plus le sens qu'elles avaient avant l'émergence de la mondialisation. En effet, comment peut-on envisager autre chose que des mesures d'austérité lorsque les entreprises peuvent délocaliser et externaliser leur production, laissant ainsi derrière elles des centaines, voire des milliers de travailleurs sans emploi ? Quel contrôle les États exercent-ils actuellement sur leur monnaie lorsque des individus agissant de concert peuvent créer une crise par la spéculation en quelques heures, comme ce fut le cas avec l'effondrement de la livre britannique en 1991, des monnaies scandinaves en 1992-93 et du peso mexicain un an plus tard ? Cette réalité économique a donné l'impression, assez juste, que la politique n'a plus de sens et que les parlements sont de simples organes consultatifs dont la capacité d'influencer des aspects qui affectent réellement la vie des gens est essentiellement théorique. Il en résulte un goût amer d'impuissance collective et un sentiment de fatalité quant à la capacité des individus à changer les choses et à mettre en œuvre des politiques qui serviront leurs intérêts. D'une certaine manière, la célèbre citation de Lincoln selon laquelle les États-Unis disposent d'un « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » sonne plutôt faux lorsque des forces incontrôlables dictent les politiques de l'État, comme c'est le cas actuellement. Avec l'évolution de la mondialisation, la politique a progressivement perdu de son importance et est de plus en plus perçue comme une pièce de théâtre composée d'acteurs de plus en plus mauvais. Sans surprise, le sentiment de déception et de

²⁶ Herbert von Beckerath, « Economic Planning in the Welfare State », *Weltwirtschaftliches Archiv* Vol. 63, 1949, p. 49-81

méfiance à l'égard de ceux qui avaient présidé à cette perte s'est accru pendant la même période²⁷.

Par conséquent, il n'est pas surprenant de constater que des personnes dont les promesses électorales visaient essentiellement à redonner de l'espoir aux gens en reprenant le contrôle de ces forces hétéronomes ont pu obtenir un succès aussi inattendu, malgré leurs comportements non conventionnels et politiquement incorrect. En fait, la perte de contrôle sur le destin des peuples appelle au changement de paradigme et au rejet des conventions habituelles auxquelles les politiciens traditionnels — aujourd'hui considérés comme ayant échoué lamentablement dans leur tâche d'assurer notre bonheur et notre liberté — nous ont habitués. Les personnes privées de leurs droits qui ont perdu tout espoir de voir un réel changement dans leur vie veulent maintenant une nouvelle approche dans le domaine politique. C'est pourquoi les politiciens non conventionnels qui sont très souvent à l'origine des théories du complot sont aimés par un nombre important d'individus : ils représentent la promesse d'un monde meilleur, plus facile à contrôler, de sorte que leur message se heurte violemment à ceux qui représentent l'*establishment*. Voilà en quoi consiste le « Trumpisme », ce néologisme défini autour du désir des peuples de contester le pouvoir en s'attribuant eux-mêmes le pouvoir afin de voler aux puissants un peu à la manière de Prométhée ce qui devrait appartenir au peuple.

Si la crise de l'autorité politique peut s'expliquer en partie par ce qui vient d'être mentionné, elle trouve également ses racines dans la « révolution des droits » qui a poussé l'idée, en tant que doxa dominante dans les sociétés libérales, que tous les individus ont les mêmes droits d'être libres et de poursuivre leur propre conception de la vie bonne, éclipsant ainsi toute forme de dévouement à quelque chose de plus élevé qu'eux-mêmes. Comme je l'ai déjà écrit ailleurs, cette révolution est la réalisation du rêve de Max Stirner décrit dans son livre *L'Unique et sa propriété* dans lequel il critiquait fameusement l'échec des Lumières à avoir accordé aux gens la liberté pure et absolue de ne se servir qu'eux-mêmes²⁸. En revanche, comme je l'ai fait valoir dans le chapitre précédent, l'abdication de la volonté de chacun face aux forces de la religion a simplement été remplacée par des formes laïques de religion telles que le nationalisme et les idéologies. Cependant, à partir des années 1960, une deuxième révolution moderne s'est produite, avec des objectifs plus radicaux que la première qui s'est produite au siècle des Lumières et qui est passée inaperçue en raison de sa nature pacifique contrairement à la seconde. Les sociétés libérales se sont en effet engagées dans un schéma révolutionnaire qui a conduit à la sacralisation absolue des droits

²⁷ Si plus de 70 % des Américains faisaient confiance à leur gouvernement en 1958, ce sentiment n'a cessé de décliner depuis, les seules exceptions notables étant la guerre de 1991 et les semaines qui ont suivi les attentats du 11 septembre. Voir « Public Trust in Government : 1968-2019 ».

²⁸ Jean-François Caron, *Pandémie: Une esquisse politique et philosophique du monde d'après*, Québec: Les Presses de l'Université Laval, 2020.

individuels de telle sorte que le lien entre les individualités et la communauté a été graduellement éliminé. Ce changement est décrit par Samuel Walker de la manière suivante :

« Cette révolution comprend un large éventail de droits formels codifiés dans des lois et des décisions de justice ; mais plus important encore, elle implique une nouvelle conscience des droits, une façon de penser à nous-mêmes et à notre société. Comme le soulignent certains observateurs, cette nouvelle “culture des droits” est marquée par une habitude quasi réflexive de définir tous les problèmes en termes de droits. Les mots, exprimés sous forme de demandes, sortent rapidement de nos bouches : “J’ai le droit de...” Ces droits incluent la liberté personnelle, l’absence de toute réglementation gouvernementale injustifiée sur des questions tant publiques que privées, le droit de s’exprimer librement sur les affaires publiques et la liberté de mener sa vie privée — et notamment sa vie sexuelle — comme on l’entend »²⁹ [Traduction CD].

Cette logique a profondément marqué la mentalité des individus qui en sont venus à accorder une plus grande importance à des valeurs comme l’expression et la réalisation de soi, de sorte que le dévouement à une cause supérieure semble être devenue une notion étrangère pour beaucoup d’entre nous. En outre, comme je l’expliquerai dans le prochain chapitre, certains groupes ont également obtenu des droits afin de lutter contre des règles sociétales jugées discriminatoires qui entravaient la capacité de leurs membres à jouir pleinement de leur liberté individuelle, y compris, notamment, la liberté de religion. Dans les deux cas, les critiques font valoir que cette logique a conduit à l’érosion du sens commun de la communauté et à la ghettoïsation des groupes ethnoculturels qui ont désormais la capacité de reproduire leurs valeurs en dehors de leur pays d’origine et qui ne ressentent plus le besoin de s’intégrer dans la société plus large à laquelle ils n’appartiennent désormais que dans une perspective purement formelle³⁰. Lorsque c’est le cas, ces formes d’autorité infranationales peuvent entrer en conflit avec l’autorité plus large de l’État et encourager la désobéissance aux lois ou aux décrets de l’État.

Bien entendu, et conformément au libéralisme traditionnel, les droits individuels ne sont pas absolus. Au contraire, des restrictions à leur jouissance peuvent être imposées

²⁹ Samuel Walker, *The Rights Revolution : Rights and Community in Modern America*. New York: Oxford University Press, 1998, p. vii.

³⁰ Plus précisément, en ayant acquis la citoyenneté du pays dans lequel ils ont immigré, eux ou leurs parents, ils sont légalement membres de cette société et peuvent donc jouir de ses droits politiques et juridiques. Toutefois, le fait de jouir de ces droits formels ne signifie pas nécessairement qu’ils sont psychologiquement attachés à la société qui leur accorde ces garanties juridiques. C’est pourquoi il est nécessaire de faire la distinction entre la citoyenneté formelle et le sentiment d’attachement à une communauté.

lorsque l'intérêt public l'exige. Lorsque c'est le cas, les limitations doivent être rationnellement liées à l'objectif poursuivi par l'État et ne doivent pas entraver l'exercice de ces droits plus qu'il n'est nécessaire de le faire pour atteindre cet objectif³¹. Toutefois, il est possible de voir dans les sociétés libérales une asymétrie croissante entre cette logique philosophique et la réalité. En effet, si ces deux dimensions fonctionnaient en synergie, on s'attendrait à ce que les individus restreignent d'eux-mêmes certaines de leurs actions lorsque le bien commun l'exige. Malheureusement, ce n'est pas ce que la crise de la COVID-19 a révélé. Au contraire, les individus ont adopté des comportements qui ont manifestement nui aux efforts de leur société en vue d'aplatir la courbe de contamination à tous les stades de la pandémie : une attitude qui démontre clairement comment le sens de la communauté et les contraintes normales qui devraient être associées à la vie commune sont désormais considérés comme étant des obstacles à l'autonomie et la liberté personnelles. Par exemple, au plus fort de la crise sanitaire au printemps 2020, de nombreux Italiens ont refusé d'obéir à la directive du gouvernement de respecter la loi et de rester chez eux. Les gens estimaient que leur liberté négative était plus importante que l'intérêt public, de sorte que les files et les foules habituelles étaient encore visibles dans les cafés et les restaurants italiens, et certains se vantaient ouvertement de pouvoir prendre un verre avec des amis dans des établissements situés à l'extérieur des zones en quarantaine en empruntant des routes de campagne qui leurs ont permis d'échapper aux contrôles de police³². Au Canada, des rapports ont fait état de personnes infectées par le virus qui ont refusé de se soumettre à la quarantaine obligatoire, tandis que des sondages effectués dans des pays profondément touchés par le virus ont démontré la réticence de nombreuses personnes à suivre les recommandations de leurs autorités publiques. À titre d'exemple, en mars 2020, un sondage belge a révélé que près de 50 % des personnes âgées de 18 à 21 ans ne respectaient pas les mesures de confinement (et 23 % de la population générale). Pire encore, l'enquête a révélé que seulement 24 % des personnes qui ont présenté un symptôme du virus et 39 % de celles qui ont présenté au moins deux symptômes respectaient des mesures strictes de confinement³³. En France, l'imposition de mesures de confinement strictes à la mi-mars 2020 n'a pas empêché les gens de les défier : dix jours après leur entrée en vigueur, plus de 225 000 personnes avaient déjà été

³¹ On peut penser à cet égard au « test Oakes » au Canada (R. v. Oakes, [1986] 1 S.C.R. 103).

³² Jason Horowitz et Emma Bubola, « On Day 1 of Lockdown, Italian Officials Urge Citizens to Abide by Rules », *New York Times*, 8 mars 2020. <https://www.nytimes.com/2020/03/08/world/europe/italy-coronavirus-quarantine.html>

³³ RTBF, 25 mars 2020. https://www.rtb.be/info/societe/detail_coronavirus-le-confinement-une-tannee-chez-44-des-jeunes-de-18-a-21-ans-selon-test-achat?id=10467310

condamnées à des amendes pour non-respect des mesures³⁴. Enfin, en décembre 2020, des milliers de Canadiens — dont certains étaient membres d’assemblées législatives provinciales — ont choisi d’ignorer l’appel du gouvernement à ne pas partir en vacances à l’étranger, alors que des mutations plus contagieuses du virus étaient apparues en Grande-Bretagne, au Brésil et en Afrique du Sud et que l’on ignorait encore si les vaccins qui commençaient à être administrés étaient efficaces contre celles-ci. Les informations ont également démontré que bon nombre de ces voyageurs n’ont pas respecté leur quarantaine obligatoire de 14 jours à leur retour. Ce ne sont là que quelques exemples pour illustrer les formes irresponsables de citoyenneté de plusieurs individus qui ont cru citoyens que leur droit de faire ce qu’ils souhaitent ne pouvait être entravé par aucune autre considération.

Ces exemples montrent clairement le décalage entre la logique judiciaire/philosophique du libéralisme et la façon dont l’exercice de la liberté individuelle est compris par beaucoup d’entre nous. En conséquence, cette mentalité conduit lentement à l’érosion de l’ancrage commun des sociétés en minant les valeurs, les idées et les sources de fierté qui unissaient autrefois les peuples. En mettant l’accent sur le droit à l’authenticité des gens, elle les a encouragés à s’émanciper de toutes les formes de pouvoir actuellement perçues comme des forces hétéronomes opposées à leur autonomie. Par conséquent, le dévouement aux croyances religieuses ou à la nation est devenu une forme de renonciation envers soi-même. À l’instar du personnage principal de *L’Étranger* (Meursault) d’Albert Camus, perçu par les autres membres de la communauté comme ne respectant pas les normes habituelles, ceux qui évoquent l’idée que les gens ont un devoir de loyauté envers leur communauté sont désormais considérés comme des *étrangers* dans un monde où ces valeurs sont traitées avec suspicion et considérées comme une menace potentielle pour notre liberté, voire comme n’ayant plus d’importance. Avec le temps, les résultats de cette déliquescence deviennent non seulement politiques, mais aussi moraux, car les gens commencent à penser que leur droit inhérent à faire ce qu’ils veulent s’exprime désormais sans remord. Cela se produit lorsque les gens se vantent ouvertement de la façon dont ils ont réussi à échapper au couvre-feu ou à la fermeture d’une ville dans le but de prendre un verre avec leurs amis pendant une pandémie mortelle. Les liens naturels de la famille ont également été victimes de cette spirale infernale en raison de l’importance excessive que les sociétés libérales ont accordée à la suprématie des droits individuels sur toute autre considération sociale. En témoigne le sort des 15 000 Français âgés qui, abandonnés par leurs enfants qui préféraient profiter de leurs vacances d’été à la plage, sont morts seuls lors d’une terrible canicule lors de l’été 2003. Ce dernier exemple révèle également un autre schéma qui découle presque naturellement de la deuxième révolution moderne, à savoir que les individus en sont venus à traiter leurs obligations envers les autres — même celles qui sont naturelles — simplement comme des

³⁴ Sud-Ouest, « Coronavirus : plus de 225 000 verbalisations pour non-respect du confinement ». <https://www.sudouest.fr/2020/03/26/coronavirus-plus-de-225-000-verbalisations-pour-non-respect-du-confinement-7366241-10861.php>

échanges dont la durée est limitée à la période où ils en bénéficient. Lorsque ce n'est plus le cas, les individus n'hésitent plus à se dissocier de ces obligations. Autrement dit, nous n'avons tendance à croire en la valeur de la communauté que dans la mesure où la présence des autres nous est utile.

Cette crise culturelle, dont le respect de l'autorité politique est la première victime, crée une situation paradoxale qui peut, à terme, mettre en péril la jouissance des droits individuels. En effet, lorsque des comportements individualistes constituent une menace potentielle pour la santé d'autrui durant une pandémie, il est évident que ces comportements seront dénoncés par des personnes qui les considèrent à juste titre comme étant inacceptables et dangereux. En conséquence, cette situation conduit à des appels de plus en plus nombreux en faveur de l'introduction de mesures plus sévères, semblables à celles d'un État policier ou d'un régime autoritaire. Les appels au confinement, au couvre-feu et aux patrouilles policières dans les rues la nuit pour infliger des amendes aux citoyens irresponsables sont parfaitement compréhensibles du point de vue de ceux qui souhaitent rester en sécurité, mais ils sont également symptomatiques des excès de l'individualisme. Paradoxalement, la jouissance sans restriction de la liberté négative de nombreuses personnes entraînera inévitablement la nécessité de prendre des mesures strictes qui impliquent la force et la violence — des notions qui sont, en elles-mêmes, une réaction naturelle lorsque l'autorité a échoué, ce qui peut être interprété comme le premier pas vers l'autoritarisme. Au lieu de nous permettre de devenir des citoyens libres et éclairés, capables de déterminer par nous-mêmes les actions responsables qui s'imposent, l'érosion de tout ce qui était autrefois perçu comme plus précieux que la liberté des individus — y compris l'autorité politique — a plutôt conduit à notre infantilisation et à la croissance du pouvoir politique sur la population. Cette tendance s'accroît en temps de crise, comme l'a habilement fait valoir Bertrand de Jouvenel en 1945³⁵. Lorsque la vie des gens est en jeu, le sentiment terrifiant d'être seul et de n'avoir aucun lien avec une communauté peut conduire les individus à redevenir des sujets aveugles à l'autorité qui s'attendent à être dirigés par un État omnipotent. Ce sort est le résultat naturel qui découle de la jouissance irresponsable de la liberté. Lorsque la communauté s'effondre et que les gens sont laissés seuls face à un virus mortel, il ne reste qu'une seule option : l'imposition de mesures strictes par un pouvoir omnipotent que tout le monde accueillera à bras ouverts.

C'est à ce niveau que le modèle occidental peut être sérieusement menacé. Benjamin Constant et Alexis de Tocqueville nous ont déjà mis en garde contre le danger de voir la tyrannie émerger de la jouissance excessive d'une liberté négative. À long terme, l'objectif n'est pas de sacrifier entièrement les principes fondamentaux du libéralisme, mais de les contenir pour éviter que l'individualisme ne se transforme en anarchie. Ce qu'il faut éviter, c'est une réaction excessive aux comportements irresponsables qui ont émergé de cette crise et qui pourrait conduire à la mise en œuvre de politiques qui

³⁵ Voir *Du Pouvoir, Histoire Naturelle de sa Croissance*. Paris : Hachette, 1972.

apporteront des changements structurels durables aux sociétés libérales — des politiques qui se sont avérées être des terrains glissants dangereux dans des circonstances similaires. Malheureusement, le retour du balancier est inégal à cet égard, et de nombreuses mesures liberticides — semblables à celles imposées dans les régimes autoritaires — qui sont antinomiques par rapport à ce qu'elles représentent ont été suggérées. C'est de loin la plus grande défaite collective des démocraties libérales mise en évidence par cette crise. Par exemple, lorsque le virus a frappé le Royaume-Uni au printemps 2020, le public lui-même a demandé au gouvernement de fermer la vie publique et d'imposer des mesures liberticides³⁶. En France, de nombreux citoyens ont déclaré qu'ils auraient été prêts à voir le gouvernement imposer des mesures plus sévères que celles appliquées en mars 2020, y compris le recours à l'armée pour réguler les mouvements de la population. Le même sentiment a été observé en Suisse, où plusieurs personnes ont estimé que même les mesures de confinement strictes imposées par l'État fédéral étaient insuffisantes³⁷. Cependant, le cas le plus extrême a probablement été celui de la Hongrie, où le Parlement a accordé au premier ministre Viktor Orban le droit de gouverner par décret pour une durée illimitée. Ceux qui se sont opposés à cette mesure ont été accusés d'entraver les efforts nécessaires pour lutter contre le virus et de manquer de respect à la vie des Hongrois. Il est difficile de combattre ce genre de rhétorique lorsque les gens ont réellement peur de contracter un virus mortel³⁸. Toutefois, dans les pays occidentaux, le sentiment que les mesures initiales ordonnées par les États libéraux n'ont pas donné les mêmes résultats efficaces que celles qui ont été appliquées dans les pays autoritaires s'est renforcé.³⁹ Ainsi, le modèle adopté par ces derniers a été largement perçu comme celui qui aurait dû être

³⁶ Holly Ellyat, « 'Where is Boris?': The UK Government Cautious Coronavirus Strategy Provokes a Public Backlash », *CNBC*, 16 mars 2020.

<https://www.cnn.com/2020/03/16/coronavirus-uk-public-backlash-against-lack-of-restrictions.html>. La seule exception au Royaume-Uni est le *Daily Telegraph*, qui a critiqué la politique d'enfermement sévère ordonnée par le gouvernement britannique.

³⁷ « Santé, quotidien, autorités, ce que pensent les Suisses du coronavirus », *RTS Info*, 25 mars 2020. <https://www.rts.ch/info/suisse/11191960-sante-quotidien-autorites-ce-que-pensent-les-suissees-du-coronavirus.html>

³⁸ Comme l'a dit un homme d'affaires étranger en Chine, « Moi, la liberté d'expression, je m'en balance un peu tant et aussi longtemps que je suis en sécurité », Francis Vailles, « Un Québécois de Shandong dévoile la recette chinoise », *La Presse*, 2 avril 2020. <https://www.lapresse.ca/affaires/202004/02/01-5267709-un-quebecois-de-shandong-devoile-la-recette-chinoise.php>

³⁹ Voir, par exemple, Rachel Kleinfeld, « Do Authoritarian or Democratic Countries Handle Pandemics Better? », Carnegie Endowment for International Peace, 31 mars 2020. <https://carnegieendowment.org/2020/03/31/do-authoritarian-or-democratic-countries-handle-pandemics-better-pub-81404>. Voir également le commentaire de Stephen M. Walt dans « How the World Will Look After the Coronavirus Pandemic », *Foreign Policy*, 20 mars 2020. <https://foreignpolicy.com/2020/03/20/world-order-after-coronavirus-pandemic/>

suivi. Lorsque les gens ont désespérément besoin de l'autorité, comme ce fut le cas avec cette pandémie, la résistance est souvent faible. Une fois informés que de telles mesures se sont avérées efficaces pour lutter contre ce virus, les gens pourraient également penser qu'elles seraient efficaces pour prévenir ou lutter contre d'autres problèmes sociaux. Il y a en effet de sérieuses raisons de craindre que ces mesures liberticides se prolongeront une fois le virus enrayé, comme l'a fait remarquer Edward Snowden lorsqu'il a déclaré : « Lorsque des mesures d'urgence sont adoptées, en particulier aujourd'hui, elles ont tendance à rester ».⁴⁰ Douglas Rutzen a également fait remarquer : « il est facile de construire des pouvoirs d'urgence, il est très difficile de les déconstruire »⁴¹. Le *Patriot Act* américain est un bon exemple de ce phénomène. Alors que cette loi était initialement conçue comme étant destinée à aider les agences gouvernementales à lutter contre le terrorisme, elle fut non seulement renouvelée mais aussi utilisée régulièrement par le gouvernement américain à des fins qui n'ont rien à voir avec la lutte antiterroriste.

À cet égard, la vie privée des gens est en jeu alors que des mesures initialement promulguées par les régimes autoritaires dans le but d'utiliser des données Internet pour mieux suivre le virus ont ensuite été envisagées par les démocraties libérales. Par exemple, le gouvernement singapourien a utilisé les signaux Bluetooth des téléphones cellulaires pour déterminer avec qui les personnes infectées avaient été en contact et pendant combien de temps. En Chine, les citoyens étaient tenus de signaler les détails de leurs déplacements dans les lieux publics et étaient contactés et mis en quarantaine s'ils s'étaient trouvés à proximité d'une personne infectée. L'utilisation de données personnelles à ces fins peut être précieuse et justifiée, mais si ces données ne sont pas cryptées, des tiers peuvent également y avoir accès. Rien ne garantit que ces méthodes de localisation cesseront une fois la crise sanitaire derrière nous. Si ces méthodes demeurent en application, les organismes publics pourraient être tentés de les utiliser pour lutter contre différents problèmes sociaux qui ne sont pas liés à la santé publique.

La « révolution des droits » a eu sur le respect de l'autorité un autre impact qui mérite d'être mentionné, à savoir la croyance que l'égalité inhérente des personnes délégitime les hiérarchies. En effet, la prédominance de cette notion a entraîné le rétablissement des organisations sur de nouvelles bases, à savoir le refus du leadership, puisque la

⁴⁰ Thomas Macaulay, « Snowden warns : The surveillance states we're creating now will outlast the virus ». <https://thenextweb.com/neural/2020/03/25/snowden-warns-the-surveillance-states-were-creating-now-will-outlast-the-coronavirus/>. RT France, 1^{er} avril 2020, <https://francais.rt.com/international/73418-selon-edward-snowden-covid-19-pourrait-conduire-une-surveillance-etatique-etendue-durable>.

⁴¹ Selam Gebrekidan, « For Autocrats, and Others, Coronavirus Is a Chance to Grab Even More Power », New York Times, 30 mars 2020. <https://www.nytimes.com/2020/03/30/world/europe/coronavirus-governments-power.html>. Le Figaro, 31 mars 2020, <https://www.lefigaro.fr/international/le-coronavirus-sert-il-a-justifier-certaines-derivees-autoritaires-20200331>

reconnaissance du leadership est considérée comme une forme indésirable de soumission anti-égalitaire à la volonté des individus qui finiront sans doute par abuser de leur pouvoir pour servir leurs propres objectifs. C'est le cas de nombreuses organisations dont l'idéologie découle directement de la « révolution des droits » — principalement des groupes de gauche — qui n'ont plus de dirigeants, mais plutôt des « porte-parole » et dont la gestion interne n'est plus hiérarchique, mais « collégiale », dans le style de ce qui a été décrit par certains comme des « Politburos ». Comme je l'ai mentionné précédemment, ce phénomène est renforcé par les nouvelles technologies qui permettent aux gens d'accéder à des informations qui leur donnent une impression d'expertise. Le cas récent du mouvement des « gilets jaunes » est un bon exemple à cet égard, car il s'agit à la fois d'une négation de l'autorité politique et d'un refus de s'organiser autour d'un modèle hiérarchique qui conduirait naturellement à l'hégémonie d'une poignée d'individus sur les autres.

Furieux de ne plus avoir un mot à dire dans un système truqué par des élites qui ne méritent pas leur confiance, soit parce qu'elles ont cédé toute influence réelle à des forces extérieures, soit parce que le temps passé au pouvoir n'est qu'un moyen pour eux de s'enrichir, les « gilets jaunes » ont incarné la quintessence de ce que j'ai décrit jusqu'à présent, à savoir un monde où l'élite et le peuple s'affrontent violemment. Même si l'impulsion initiale de cette mobilisation était la volonté d'annuler une taxe imposée par le gouvernement français, le mouvement s'est rapidement transformé en opposition face à l'élite politique : une opposition alimentée par les politiciens prométhéens qui ont agi comme une cinquième colonne au sein du système lui-même. En fait, leur principale revendication consistait à faire démissionner le gouvernement, qui avait été élu seulement quelques mois auparavant. Cependant, ce qui était frappant d'un point de vue organisationnel était le manque de leadership qui rendait pratiquement impossible pour le gouvernement de trouver des interlocuteurs pour discuter. En revanche, chaque fois qu'une personne s'élevait en tant que leader potentiel, elle était immédiatement dénoncée ou critiquée en tant qu'autorité. Ce comportement était alors perçu comme étant anti-égalitaire et la marque d'un agent indignes de confiance susceptible d'abuser de la confiance accordée par autrui. Lorsque les sociétés ont atteint un point où l'autorité est perçue de cette manière, l'autorité est alors vue comme un arbre pourri qui doit être abattu.

Conclusion

La « révolution des droits », qui a donné lieu à une deuxième révolution moderne plus radicale que la précédente, a réalisé les aspirations philosophiques des Lumières en libérant les humains des chaînes qui les empêchaient de poursuivre véritablement leur propre conception de la vie bonne. Elle a libéré les individus de toute limitation et a entraîné une profonde crise de l'autorité, qui s'est amplifiée lors de la pandémie de la COVID-19. Pour les raisons évoquées dans ce chapitre, la politique est désormais perçue par plusieurs comme une farce — et avec raison à mon avis. Il n'est pas étonnant que l'autorité des responsables n'ait aucune influence sur les citoyens qui privilégient

désormais ce qui est bon pour eux nonobstant l'impact de leurs comportements sur les autres. Par ailleurs, comme je l'ai rapidement indiqué dans ce chapitre, cette deuxième révolution moderne a également eu un impact sur la valorisation des croyances religieuses et culturelles infranationales — un phénomène qui trouve ses racines dans la logique inhérente qui a conduit à la « révolution des droits » et qui est susceptible d'éroder davantage l'autorité de l'État. Comme je l'expliquerai dans le prochain chapitre, lorsque ces croyances ont un impact plus important sur les actions des gens que le respect de l'autorité politique de l'État au sens large, l'impact sur l'intérêt général peut être extrêmement négatif, en particulier lorsque les sociétés sont confrontées à une pandémie comme celle-ci.

Chapitre 3

Quand les croyances culturelles défient le respect de l'autorité politique

Après un confinement d'environ 6 semaines imposé au printemps 2020, les citoyens de la République du Kazakhstan en Asie centrale ont pu finalement reprendre leur vie normale. Les barrages policiers interdisant l'accès à la capitale du pays, Nur-Sultan, et à la métropole du sud, Almaty, ainsi que ceux limitant les déplacements entre les différents districts de ces villes ont été levés. Lentement mais sûrement, à partir de la mi-mai, les restaurants, les centres commerciaux et les bazars ont pu reprendre leurs activités, mais avec de sévères restrictions, notamment en ce qui concerne le nombre de personnes autorisées dans ces lieux et le port obligatoire de masques. La vie des citoyens de ce pays est également restée soumise à d'autres interdictions, la plus importante étant la limitation du nombre de personnes autorisées à toute forme de rassemblement (mariage, funérailles ou réunion privée). Toutefois, après quelques semaines seulement, le nombre de personnes infectées a monté en flèche, de sorte que le gouvernement n'a eu d'autre choix que de réimposer des mesures de confinement au début du mois de juillet 2020. Le Kazakhstan est devenu le premier pays à imposer un deuxième confinement. Triste record que j'ai pu expérimenter en personne.

Cette affaire, qui n'a guère fait la une des journaux internationaux, est cependant intéressante et symptomatique du peu d'intérêt que portent les citoyens à l'exigence de règles très claires de la part de l'État. En effet, les règles de distanciation sociale qui sont restées en place et qui ont été fortement préconisées tant par le gouvernement kazakh que par les organisations internationales opérant dans le pays — à savoir l'Organisation mondiale de la santé (OMS) — ont été ignorées par de nombreux individus qui ont continué à organiser de grands rassemblements familiaux malgré leur interdiction formelle. De tels rassemblements ont été publiquement dénoncés non seulement par le chef du bureau de l'OMS dans le pays, Caroline Clarinval⁴², mais aussi par le vice-premier ministre kazakh, Yeraly Tugzhanov, qui a déclaré à l'époque: « Ce n'est un secret pour personne que des gens célèbrent secrètement des mariages, rencontrent leur famille et organisent des rencontres. À cause de leurs actes irréfléchis, les gens se

⁴² Comme elle l'a dit, « En même temps, nous sommes profondément préoccupés par le comportement de la population. Après avoir assoupli les restrictions, les gens n'ont pas tous suivi les mesures de précaution nécessaires, notamment le maintien de la distance sociale, en particulier avec leur famille » dans « People's Continued Negligence of Social Distancing Must Be Addressed, says WHO Director in Kazakhstan », Assel Satubaldina, *The Astana Times*, 16 juillet 2020. <https://astanatimes.com/2020/07/peoples-continued-negligence-of-social-distancing-must-be-addressed-says-who-director-in-kazakhstan/>

retrouvent à l'hôpital et certains meurent du virus. Chacun de nous devrait être responsable non seulement de sa propre santé, mais aussi de celle de ses proches »⁴³.

Cette situation démontre le poids que les coutumes et les traditions culturelles peuvent avoir sur les gens et comment celles-ci peuvent entrer en conflit avec l'autorité politique et aller à l'encontre du bien commun de la communauté. Dans ce cas, les directives de l'État ont été limitées par deux phénomènes culturels qui se sont combinés pour se renforcer mutuellement. D'une part, l'importance de maintenir des liens étroits avec les membres de la famille. En effet, comme le fait remarquer Zhanna Shayakhmetova, « l'isolement social et l'idée de vivre seul sont des comportements étranges pour la plupart des Kazakhs »⁴⁴. Faire preuve d'hospitalité envers sa famille (même envers les visiteurs inattendus, qui sont appelés *kudaiy konak*, ou « invités envoyés par Dieu ») est un principe social fondamental pour eux. Cette caractéristique culturelle n'est nullement surprenante ; de nombreux auteurs ont déjà décrit et expliqué la prévalence des liens familiaux et de ses obligations qui sont ancrés dans les anciennes traditions du mode de vie nomade kazakh, à une époque où l'unité familiale (et l'unité clanique au sens large) était essentielle à leur survie⁴⁵. Ces normes culturelles, qui incluent l'obligation éthique d'aider les membres de sa famille, s'opèrent à tous les niveaux de la société kazakhe et ont été identifiées comme l'une des principales raisons du népotisme systémiques dans le pays, ce qu'Edward van Roy appelle « le facteur ethnocentrique »⁴⁶ de la corruption. Naturellement, l'omniprésence de cette caractéristique culturelle a joué un rôle majeur dans le maintien des grands rassemblements familiaux au Kazakhstan, malgré les directives de l'État.

Cependant, l'importance de ces rassemblements ne peut être pleinement appréciée sans tenir compte d'un autre aspect important de la culture centrasiatique, à savoir la peur de vivre l'*uyat* ou la « honte » résultant du refus d'assister à ces événements familiaux. Cette coutume dans les républiques d'Asie centrale sert à réguler le

⁴³ Assel Satubaldina, « Kazakhstan to Reintroduce Two Week Lockdown to Deal With COVID-19 Spike », *The Astana Times*, 3 juillet 2020.

<https://astanatimes.com/2020/07/kazakhstan-to-reintroduce-two-week-lockdown-to-deal-with-covid-19-spike/>

⁴⁴ Zhanna Shayakhmetova, « Family Hospitality Traditions Keeps Kazakhstan Strong », *Astana Times*, 1^{er} novembre 2016. <https://astanatimes.com/2016/11/family-hospitality-tradition-keeps-kazakhstan-strong/>

⁴⁵ Edward Schatz, « The Politics of Multiple Identities : Lineage and Ethnicity in Kazakhstan », *Europe-Asia Studies*, Vol. 52, No. 3, 2000, p. 489-508; Edward Schatz, *Modern Clan Politics: The Power of 'Blood' in Kazakhstan and Beyond*. Seattle, WA: University of Washington Press, 2004; Jakob Rigi, « Corruption in Post-Soviet Kazakhstan », in *Between Morality and the Law: Corruption, Anthropology and Comparative Society* (ed.), Italo Pardo, Ashgate Pub Ltd., 2004, p. 101-117.

⁴⁶ Edward Van Roy, « On the Theory of Corruption », *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 19 No. 1, 1970, p. 86-110.

comportement des individus et à les encourager à se conformer aux normes sociales dominantes⁴⁷. Toute déviation peut conduire le transgresseur à être publiquement humilié et stigmatisé et à se priver de liens sociaux essentiels (notamment pour trouver un emploi)⁴⁸. Lorsqu'une telle coutume prévaut, cette honte publique prend la forme de ce que John Stuart Mill appelait autrefois la tyrannie sociale, qui consiste à forcer les gens à modifier leurs actions et à se conformer à un certain nombre de règles et de normes pour éviter d'être jugés et humiliés devant les autres⁴⁹.

En conséquence, cette tradition n'a fait que renforcer l'importance des rassemblements familiaux, empêchant ainsi le respect des pratiques de distanciation sociale préconisées par les autorités de l'État. En août 2020, une enquête a été menée dans quatre villes du Kazakhstan auprès de 803 personnes (199 à Nur-Sultan, 204 à Almaty, 200 à Chymkent et 200 à Petropavlovsk) afin de déterminer la prévalence de l'*uyat* et son impact sur la décision des gens de bafouer les directives publiques en visitant des membres de leur famille. L'enquête a révélé que 52,5 % des participants ont désobéi à la loi en assistant à de grandes réunions familiales pendant le confinement, et neuf personnes ayant accepté d'expliquer les raisons de leur désobéissance ont confirmé que la peur de l'*uyat* a joué un rôle majeur dans leur décision d'ignorer les directives de l'État. Par exemple, une personne invitée à un mariage par le mari de sa tante a déclaré ce qui suit :

« C'était très gênant pour moi d'aller là-bas parce que je ne me sentais pas bien ce jour-là. J'étais au travail et je devais rentrer à la maison pour me changer, puis aller à la fête. De toute façon, je ne pouvais même pas refuser ce genre d'invitation du mari de ma tante, parce que c'est une personne très respectée dans notre famille, et il fait beaucoup pour moi. Finalement, juste parce que c'était honteux (*uyat*) de dire non, je suis allée à cette fête ». [Traduction CD]

Une autre participante, de Chymkent, a raconté l'histoire d'une de ses proches qui avait souffert de la COVID-19 et qui a quitté l'hôpital le jour d'un mariage auquel elle avait été invitée. Malgré le fait qu'elle devait s'isoler pendant deux semaines supplémentaires, elle a tout de même assisté à la fête, car elle ne voulait pas que les autres membres de sa famille aient l'impression qu'elle leur manquait de respect. Cet exemple démontre la puissance du concept de l'*uyat*. La personne interrogée a tenté d'expliquer ce comportement comme suit : « C'était honteux de manquer cette célébration de la sœur

⁴⁷ Conformément à ce qu'a soutenu l'anthropologue Collette Harris dans ses recherches ethnographiques menées au Tadjikistan, la notion de honte (connue là-bas sous le nom de « aye ») joue également un rôle central et expose ses victimes à l'exclusion sociale. Voir *Control and Subversion: Gender Relations in Tajikistan*. London & Sterling, Virginia: Pluto Press, 2004.

⁴⁸ Begimai Sataeva, *Public Shaming and Resistance in the Context of Bride Kidnapping Phenomenon in Kyrgyzstan*, University of Utrecht, 2017, p. 25.

⁴⁹ Ibid.

aînée de la famille ». Une autre participante a partagé une histoire similaire. Là encore, la tante de cette personne organisait le mariage de son fils. La participante venait de quitter l'hôpital et se rétablissait de la COVID-19. Le jour du mariage tombait à peine une semaine après sa sortie de l'hôpital. Au départ, la belle-sœur avait refusé d'assister au mariage, mais la mère du marié s'est sentie lésée par sa décision. Consciente que leur future relation allait souffrir si elle refusait d'y aller, elle a finalement changé d'avis et s'est rendue à la fête.

Dans cette région, les mariages font partie des réunions familiales les plus importantes auxquelles on « doit » assister lorsqu'on est invité, tout comme les funérailles. Un homme a raconté l'histoire de la mort de son oncle à une époque où les cas de COVID-19 à Chymkent se multipliaient rapidement. La personne sondée et son frère ont essayé de persuader leur père, qui avait perdu son frère aîné, de renoncer à organiser des funérailles traditionnelles. Le père a refusé sous prétexte qu'il « devait suivre la tradition ». Il était important pour lui de rendre hommage à son frère, mais il « devait » aussi inviter leurs amis et parents pour éviter l'*uyat*. Les frères ont néanmoins réussi à persuader leur père de réduire le nombre d'invités à « seulement » 80 personnes.

Ce regard porté sur une culture inconnue par plusieurs révèle quelque chose de plus fondamental à propos du respect de l'autorité publique : les croyances culturelles peuvent primer sur l'obligation des individus d'obéir à la loi au nom du bien commun. Dans l'exemple du Kazakhstan, l'enquête a révélé que comme le *uyat* était essentiellement une forme de honte qui s'exerçait quasi exclusivement entre membres d'une même famille et qui avait un poids supérieur à celle qui découle d'un manque de respect entre les lois, les dénonciations publiques de fonctionnaires et d'élus ne purent contrebalancer l'embarras lié au non-respect des souhaits et des attentes de la famille. Dans une telle situation, lorsque les gens doivent choisir entre obéir à la loi ou éviter l'*uyat*, la seconde option l'emporte. En fin de compte, la citoyenneté responsable ne peut prévaloir dans de telles circonstances lorsque les croyances culturelles viennent contrecarrer les objectifs légitimes poursuivis par l'État au nom du bien commun.

Bien entendu, le Kazakhstan n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. En Israël, notamment, de nombreux juifs ultra-orthodoxes (qui représentent environ 10 à 12 % de la population) ont refusé de se conformer aux règles de confinement imposées par l'État. En conséquence, le pays a connu l'un des taux de décès liés à la COVID-19 par habitant les plus élevés au monde, avec 40 % des cas d'infection provenant de membres de cette même communauté⁵⁰. Comme dans la culture kazakhe, le mode de vie essentiellement collectif des juifs ultra-orthodoxes les a rendus très susceptibles de contracter le virus. L'étude des textes religieux pendant des heures, les prières

⁵⁰ David E. Rosenberg, « The Government Can't Save Ultra-Orthodox Jews From COVID-19. Religious Leaders Can. », *Foreign Policy*, 12 octobre 2020.
<https://foreignpolicy.com/2020/10/12/the-government-cant-save-ultra-orthodox-jews-from-covid-19-religious-leaders-can/>

quotidiennes à la synagogue, les mariages et les funérailles, qui peuvent rassembler des centaines de personnes, ont transformé ces rassemblements en foyers de transmission de la maladie. Confrontés à la décision de respecter soit leurs croyances religieuses, soit l'autorité de l'État, les membres de cette communauté juive ont privilégié leurs croyances par rapport à l'autorité à l'instar de nombreux Kazakhs. Un phénomène similaire a été observé lors de la pandémie de grippe espagnole, soulignant ainsi le rôle actif des croyances dans la propagation du virus qui ont encouragé les gens à se comporter de manière dangereuse pour leur santé et celles de leurs proches. Par exemple, durant cette pandémie, les catholiques canadiens se sont rassemblés dans les églises pour célébrer les trois messes de Noël. Au lendemain, un journal rapportait que « la foule était si grande que nombre de personnes n'avaient pu trouver place dans l'église paroissiale⁵¹. » Ce qui a provoqué le rassemblement de ces foules était un mélange de croyance religieuse sincère jumelée à la peur d'être ouvertement stigmatisé par les prêtres lors de leurs homélies. En effet, à une époque où la religion jouait un rôle central dans la vie des gens⁵², toute réticence à manifester activement leur dévotion et à assister aux services religieux hebdomadaires était remarquée par les prêtres qui n'hésitaient pas à dénoncer les récalcitrants ; le tout accompagné d'un risque d'ostracisme social — une crainte accentuée par le fait que le Québec était, à l'époque, une région rurale composée de petits villages qui rendait notre anonymat d'aujourd'hui impensable.

Il va sans dire que de telles situations représentent un grand défi pour les États, car le refus de se conformer aux directives gouvernementales au profit de ce qui est dicté par ses croyances culturelles ou religieuses a notamment exercé une forte pression sur les systèmes de soins de santé et a nui aux sacrifices consentis par plusieurs pour aplatir la courbe. À la lumière de ces exemples, il est assez facile de constater que la possibilité que les diktats de diverses croyances se heurtent au respect plus large de l'autorité politique est une préoccupation depuis la fondation des États modernes. En effet, les États ont toujours tenté de favoriser un sentiment d'identité moniste de la part de ses citoyens, et ils ont donc choisi d'attaquer directement ou indirectement toutes les formes d'identité qui pourraient affaiblir ou heurter l'identification générale des individus avec l'État. Lors d'une pandémie, la nécessité d'avoir un sentiment général d'attachement à la nation qui prime les identités parallèles apparaît clairement lorsque le sentiment d'appartenance à des communautés alternatives met en danger la vie de ses concitoyens. Cette menace, illustrée par les normes culturelles kazakhes et les croyances religieuses juives ultra-orthodoxes, est donc préoccupante et il ne faut

⁵¹ Sébastien Tanguay, « En 1918, la grippe espagnole tuait des millions de personnes...mais pas Noël », Radio-Canada, 25 décembre 2020. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1758931/noel-grippe-espagnole-1918-epidemie-quebec>

⁵² Cela a duré jusqu'en 1960, lorsqu'un gouvernement nouvellement élu a instauré des politiques progressistes et a créé un système centralisé de service public qui a eu pour effet de diminuer radicalement l'influence de la religion. Cette période est connue dans l'historiographie québécoise comme la période de la « Révolution tranquille ».

malheureusement pas s'étonner si ces cas d'identités parallèles se multiplient au fil du temps dans les sociétés occidentales de telle manière que l'autorité politique d'un État devient une entité impuissante et incapable d'imposer sa volonté à ses citoyens.

La raison pour laquelle nous devrions être inquiets à ce sujet est liée à l'évolution des sociétés libérales au cours des dernières décennies — une évolution qui est intrinsèquement liée à la « révolution des droits » évoquée précédemment. En effet, comme on l'a déjà dit, cette logique visait principalement à accroître la liberté négative des individus en l'incorporant dans une constitution ou une charte des droits, mais elle a également conduit à la reconnaissance et à l'accommodement des groupes minoritaires. Si la révolution des droits a accéléré le déclin de toute forme de dévouement à un but supérieur ou à des entités autres que soi-même en développant la culture du « j'ai le droit de », ce même résultat peut également être la conséquence du renforcement des identités minoritaires. En d'autres termes, cette révolution a jeté les bases d'une double attaque contre le sens du civisme des individus et, par conséquent, contre leur dévouement au bien commun. D'un côté, la glorification du droit à l'individualité et à l'authenticité, tandis que la reconnaissance des cultures minoritaires a pour sa part le potentiel de créer un nouveau féodalisme en rendant les individus plus conscients de leurs différences et en transformant ainsi le sentiment d'attachement national commun sur lequel repose la volonté du gouvernement en un simple sentiment parmi tant d'autres.

Je ne crois pas que les sociétés libérales aient déjà atteint le point où les cultures et les croyances minoritaires représentent un défi important pour les sentiments d'attachement à grande échelle. Toutefois, je pense qu'il existe des signes clairs que ces sociétés sont sur le point d'évoluer dans cette direction, comme en témoignent principalement les tentatives des groupes minoritaires de se retirer des normes communes et la tendance croissante à effacer de la mémoire collective les mythes et les symboles qui ont historiquement contribué à la création d'une communauté imaginée commune. En conséquence, ce changement a suscité une réaction populiste croissante de la part de nombreux citoyens qui dénoncent maintenant activement ces communautés.

Cette situation soulève les questions suivantes : pourquoi les croyances des minorités risquent-elles de constituer une menace directe pour le sentiment d'attachement plus large dans les sociétés libérales ? Par quelle acrobatie intellectuelle la primauté des droits individuels issue de la « révolution des droits » s'est-elle transformée en une consolidation des croyances religieuses ou culturelles en accordant aux minorités des droits différenciés⁵³ ? Cela semble très paradoxal, en effet, car ces croyances ont

⁵³ Comme l'écrit Will Kymlicka, « Pour beaucoup, cette différenciation des droits en fonction des groupes est une idée qui semble reposer sur une philosophie ou une vision du monde contraire au libéralisme. Elle traduirait davantage une préoccupation pour le sort des groupes que pour celui des individus. Au lieu de voir en chaque individu une

toujours été considérées comme des dogmes qui ont empêché les gens d'exercer leur propre volonté et de poursuivre leur quête vers ce qui constitue pour eux le bonheur. Au contraire, la justification de la reconnaissance et de l'accommodement des groupes minoritaires au sein du libéralisme a toujours été une composante importante de la pensée libérale qui considère l'octroi de droits aux groupes comme étant avant tout une question de droits individuels et un moyen de compléter les lacunes inhérentes à la « révolution des droits ».

En effet, en accordant des droits individuels universels et égaux, la « révolution des droits » a donné la fausse impression que la politique de l'égale dignité permet à chaque individu d'avoir une chance égale de réaliser sa propre conception de la vie bonne. Or, ce n'est pas le cas, car les normes sociales ne sont pas culturellement neutres et peuvent donc empêcher les individus appartenant à des groupes minoritaires de jouir des mêmes droits que ceux qui appartiennent au groupe ethnoculturel dominant. Par exemple, l'obligation de porter un uniforme spécifique à la police ou aux forces armées, l'obligation d'inclure une photo sur son permis de conduire ou l'interdiction d'apporter ce qui est considéré comme une arme à l'école sont toutes des règles qui ont été jugées discriminatoires par certains membres de minorités religieuses ou culturelles qui ont estimé qu'elles les empêchaient de jouir de leur droit à la liberté de religion. Pour tenter d'empêcher une telle situation de se produire, le philosophe Charles Taylor a défendu la nécessité de mettre en œuvre une « politique de la différence » dans les sociétés libérales, qui consiste à accorder des dérogations aux règles communes⁵⁴. Ce traitement différencié est considéré comme un moyen pour les personnes touchées par la discrimination causée par la fausse neutralité des normes publiques d'avoir un droit égal à la liberté. Dans de tels cas, ce traitement n'est pas destiné à offrir des privilèges spéciaux aux minorités ethnoculturelles et religieuses. Il s'agit plutôt d'un outil d'égalisation qui fait de la jouissance des droits une réalité pratique plutôt qu'une fiction symbolique. C'est pourquoi les sikhs sont désormais autorisés à porter le *kirpan* de cérémonie dans certains lieux publics (sous certaines conditions) ou le turban au lieu du chapeau traditionnel dicté par leur profession — qu'il s'agisse d'un chapeau de police classique, d'un béret militaire ou d'une perruque portée par les avocats, les avocats et les juges dans certains pays.

Ce traitement différencié n'est pas accordé uniquement aux minorités ethnoculturelles ou religieuses ; il est également accordé aux personnes qui, en raison de leur situation socio-économique, voient l'exercice de certains de leurs droits fondamentaux

personne autonome capable de définir sa propre identité et ses propres objectifs, une telle conception des droits ne ferait d'eux que de simples vecteurs d'identités et de buts collectifs. Bref, cette différenciation des droits en fonction des groupes paraît refléter une perspective collectiviste ou communautarienne au lieu de traduire la foi libérale dans la liberté et l'égalité des individus », *La citoyenneté multiculturelle : Une théorie libérale du droit des minorités*, Montréal : Boréal, 2001, pp. 57-58.

⁵⁴ Charles Taylor, *Multiculturalisme. Démocratie et différence*, Paris: Aubier, 1994.

compromis. C'est pourquoi les avocats commis d'office sont souvent offerts aux personnes dont les revenus sont inférieurs à un certain niveau. Sans un tel traitement, le droit des individus — à savoir les personnes pauvres — à bénéficier d'un procès juste et équitable resterait tout à fait théorique, puisqu'ils n'auraient pas les moyens d'engager un avocat compétent pour défendre leur cause, contrairement aux individus qui disposent d'un patrimoine financier plus important. Étant donné que les disparités économiques entre les individus peuvent entraîner des discriminations et l'incapacité de certains à jouir de droits égaux, ce traitement différencié est nécessaire et doit être considéré uniquement comme un outil d'égalisation des droits. Une véritable compréhension du libéralisme exigera donc d'accepter ces exceptions.

Dans les circonstances, le nationalisme a été victime de cette révolution. Le fait d'avoir une culture commune a toujours permis à l'État de remplir ses fonctions essentielles et le partage d'une langue et d'une histoire a historiquement permis de générer un lien fort entre des millions d'individus qui a par la suite été essentiel à les convaincre de faire des sacrifices. Nul doute que cette culture collective a facilité l'intégration des individus grâce à un « vocabulaire commun de traditions et de conventions⁵⁵ ». Historiquement, les immigrants devaient s'assimiler à leur nouvelle culture — un processus soutenu par divers moyens, tels que la forte bureaucratisation de tous les aspects de la vie qui a obligé les nouveaux arrivants à respecter la langue officielle de l'État et l'enseignement public, facilitant ainsi la pleine intégration des enfants d'immigrants. En conséquence, les immigrants ont rapidement réalisé que leur assimilation à leur nouvelle société et à sa culture était un moyen d'éviter l'ostracisme social et la pauvreté pour eux et leurs enfants.

Cette situation est aujourd'hui révolue. Le libéralisme suppose — à juste titre, je crois — que nous ne pouvons pas comprendre la liberté individuelle sans référence à la culture dans laquelle elle s'exerce et, qu'en conséquence, se soucier de la liberté signifie respecter et reconnaître les croyances minoritaires. La raison étant que la capacité de faire des choix et d'évaluer leur valeur se fait normalement à travers le prisme de la culture et, en l'absence de ce filtre, les individus ne disposeraient pas des outils nécessaires pour valoriser certaines pratiques par rapport à d'autres. Dans cette perspective, le philosophe Will Kymlicka écrit à ce sujet :

« Le sens qu'une action peut avoir ou non, pour nous, dépend de la façon dont notre langue nous donne accès à la raison d'être de cette activité. Et la façon dont notre langue nous présente ces activités est déterminée par notre histoire, nos "traditions et conventions". Pour être en mesure de juger intelligemment de la manière de conduire notre vie, il faut que nous comprenions ces récits culturels (*cultural narratives*). En ce sens, notre culture ne se contente pas de

⁵⁵ Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle*, p. 115.

nous offrir une gamme d'options, elle fournit également le filtre au travers duquel nous identifions la valeur des expériences rencontrées »⁵⁶.

Cette conviction fait que le libéralisme ne peut être dissocié du respect nécessaire que l'on doit aux cultures des individus, d'où la nécessité de ne pas couper les immigrants de leur patrimoine culturel. C'est pourquoi la « révolution des droits » a conduit à une valorisation des cultures minoritaires et à l'expression de cette valorisation par divers moyens, tels que des politiques antiracistes, des programmes d'action positive et des efforts pour présenter les immigrants de manière positive dans les documents officiels — comme les manuels scolaires. Les solutions de dérogation aux réglementations vestimentaires ou aux normes publiques discutées précédemment ont également été appliquées à cet égard. L'objectif global de ces droits polyethniques n'était pas de permettre aux groupes d'immigrants de recréer leur propre culture sociétale en leur accordant leurs propres outils institutionnels, mais plutôt de reconnaître symboliquement leurs différences et d'en tenir compte afin de montrer que la culture d'accueil est hospitalière et désireuse de s'adapter. C'est la raison pour laquelle ces formes de reconnaissance et d'accommodement ont été largement considérées comme fondamentalement inclusives⁵⁷.

On craint en effet que l'octroi aux groupes minoritaires de leurs propres institutions n'entraîne l'affaiblissement de leurs liens avec la communauté politique plus large à laquelle ils appartiennent, comme c'est généralement le cas des minorités nationales — comme les Québécois au Canada, les Catalans en Espagne et les Écossais en Grande-Bretagne — qui se sont vu accorder un droit à l'autonomie par le biais du fédéralisme ou d'autres types de dévolution de pouvoir. Grâce à ces mécanismes, les groupes minoritaires acquièrent les outils nécessaires à la construction d'une nation — un processus qui conduit inévitablement au renforcement de l'identité des minorités nationales et, par conséquent, à une fragilisation des liens qui les unissent avec les membres des autres groupes avec lesquels ils cohabitent sur le même territoire. Cet

⁵⁶ Ibid, p. 124.

⁵⁷ Kymlicka écrit à cet égard ce qui suit : « De même, la plupart des revendications polyethniques manifestent la volonté, chez les membres des groupes minoritaires, de faire partie de la société dans son ensemble. Prenons le cas des sikhs qui voulaient s'engager dans la Gendarmerie royale du Canada, mais qui n'ont pu le faire parce que la règle de l'uniforme ne leur permettait pas de porter le turban que leur impose leur religion. Ou prenons le cas des juifs orthodoxes qui voulaient s'engager dans l'armée américaine, mais qu'il aurait fallu exempter de certaines règles vestimentaires afin qu'ils puissent porter la kippa. Bien des gens s'opposent à de telles exemptions, parce qu'ils y voient le signe d'un manque de respect à l'égard d'un "symbole de la nation". Mais que ces hommes veuillent s'engager dans la gendarmerie canadienne ou dans l'armée américaine n'est-il pas plutôt le signe évident de leur désir de participer activement à la vie de la communauté dans son ensemble ? On peut penser que les droits spéciaux qu'ils réclamaient allaient bien dans le sens de leur intégration » (2001, p. 250).

affaiblissement d'une identité nationale forte et cohésive peut avoir des conséquences sociales négatives. En effet, pour de nombreux nationalistes libéraux, une identité collective est un outil essentiel qui sert de nombreux objectifs politiques fondamentaux. David Miller note à cet égard qu'une identité commune permet à l'État de légitimer ses décisions⁵⁸, car elle permet aux gens de s'intégrer dans le même espace économique, selon Ernest Gellner⁵⁹ (1983), et garantit que les citoyens partagent des vertus essentielles à la vie collective. Kymlicka écrit à ce sujet :

« [L]a bonne santé et la stabilité d'une démocratie moderne dépendent non seulement de la justice de ses institutions de base, mais aussi des qualités et des mentalités de ses citoyens, c'est-à-dire qu'elles dépendent de leur sens de l'identité et de leur façon de concevoir des formes potentiellement concurrentes d'identité nationale, régionale, ethnique ou religieuse, de leur aptitude à faire preuve de tolérance à l'égard d'individus différents d'eux et à travailler avec eux, de leur désir de participer au processus politique dans le but de promouvoir le bien public et de faire jouer la responsabilité des autorités politiques, de leur volonté d'exercer une maîtrise de soi et de faire preuve d'un sens des responsabilités dans la prise des décisions qui concernent l'économie, la santé et l'environnement, de leur sens de la justice et de leur engagement en faveur d'une répartition équitable des richesses⁶⁰ ».

Le maintien de l'unité dans un tel contexte a donc été un défi de taille pour la plupart des États multinationaux confrontés à des menaces de sécession provenant de certaines de leurs minorités nationales. Pour prévenir pareille situation, ces États ont dû trouver des moyens qui ont permis de générer chez les individus appartenant aux minorités nationales une forme de patriotisme fédéral qui complète leur sentiment d'attachement national⁶¹. La pertinence de cette solution peut difficilement être contestée, car

⁵⁸ David Miller, *On Nationality*, Oxford : Oxford University Press, 1995.

⁵⁹ Ernest Gellner, *Nations et nationalismes*, Paris: Payot, 1989.

⁶⁰ Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle*, p. 248.

⁶¹ Cette solution est conforme à la pensée de spécialistes tels que Carl Friedrich, qui a écrit en 1968 que la survie des États multinationaux dépend de la présence d'un « esprit fédéral » suffisamment fort pour susciter un sentiment de loyauté de la part de tous ses citoyens ; Daniel Elazar, qui a soutenu qu'un État fédéral ne peut survivre sans une forme de culture politique qui repose sur la volonté de ses citoyens de travailler ensemble ; Samuel LaSelva, qui parle du fédéralisme « comme un mode de vie » ; et Jeremy Webber, qui évoque la nécessité d'avoir une « conversation fédérale ». Voir Carl Friedrich, *Trends of Federalism in Theory and Practice*, New York : Praeger, 1968, p. 175; Daniel Elazar, *Exploring Federalism*, Tuscaloosa : University of Alabama Press, 1987, p.192-197; Samuel LaSelva, *The Moral Foundations of Canadian Federalism : Paradoxes, Alternatives, Achievements and Tragedies of Nationhood*. Montreal & Kingston : McGill-Queen's University Press, 1996; Jeremy Webber, *Reimagining Canada : Language, Culture, Community, and the Canadian Constitution*. Montreal & Kingston : McGill-

l'analyse des comportements électoraux des minorités nationales a prouvé que les partisans des partis sécessionnistes étaient ceux qui ne s'identifiaient pas à l'État plus large dans lequel ils étaient intégrés⁶², c'est pourquoi les dirigeants séparatistes ont souvent souligné, sans surprise, l'incongruité d'avoir plus d'un sentiment d'attachement⁶³.

Après des décennies de politiques d'immigration basées sur l'exclusion et l'assimilation qui visaient principalement à accueillir des personnes jugées compatibles avec la culture dominante, la plupart des pays occidentaux se sont détournés de ces politiques et ont commencé à ouvrir leurs frontières à des groupes qui étaient auparavant considérés comme moins aptes à s'assimiler dans le credo culturel dominant. Dans la période d'après-guerre des « Trente Glorieuses », cette décision a été motivée par le besoin de travailleurs manuels non qualifiés. Dans d'autres cas, la disparition d'empires coloniaux a conduit des pays comme la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas à ouvrir leurs portes aux anciens colons, tandis que les pays scandinaves offraient des politiques d'asile généreuses aux personnes victimes de persécutions dans des sociétés non occidentales⁶⁴. Au début, surtout dans les années 70 jusqu'aux années 90, ces droits polyethniques ont été largement et activement soutenus par les élites politiques qui voyaient dans la diversité culturelle de grands avantages⁶⁵. À cet égard, l'expérience canadienne a été saluée comme une réussite⁶⁶. Toutefois, il s'agissait plutôt de l'exception et non de la règle. En effet, même si ce n'était pas l'intention derrière cette politique au départ, les groupes ethniques ont pu par la suite trouver des moyens d'acquérir et de développer des mécanismes qui leur permettent de recréer leur ancienne culture sociétale dans leur nouveau foyer. Cette situation ne résulte pas de l'octroi formel d'autonomie à ces groupes, comme c'est généralement le cas pour les minorités nationales, mais plutôt d'un processus informel ; le résultat est néanmoins le

Queen's University Press, 1994, p. 185-193; voir également Jean-François Caron, *Être fédéraliste au Québec: Comprendre les raisons de l'attachement des Québécois au Canada*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2016.

⁶² Michael Keating, *Les défis du nationalisme moderne : Québec, Catalogne, Écosse*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1997.

⁶³ Matthew Mendelsohn, « Measuring National Identity and Patterns of Attachment: Quebec and Nationalist Mobilization », *Nationalism & Ethnic Politics*, Vol. 8, No. 3, 2002, p. 72-94.

⁶⁴ Jeffrey C. Alexander, « Struggling over the mode of incorporation: backlash against multiculturalism in Europe », *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 36, No. 3, p. 540.

⁶⁵ Rogers Brubaker, « The return of assimilation? Changing perspectives on immigration and its sequels in France, Germany, and the United States », *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 24, No. 4, 2001, p. 535.

⁶⁶ Jean-François Caron, « Rooted Cosmopolitanism in Canada and Quebec », *National Identities* Vol. 14, No. 2, 2012, p. 351-366. Keith Banting and Will Kymlicka, « Canadian Multiculturalism: Global Anxieties and Local Debates », *British Journal of Canadian Studies*, Vol. 23, No. 1, p. 43-72.

même : la reconnaissance de leurs croyances a conduit à la consolidation d'une culture sociétale qui leur a permis de maintenir effectivement des sentiments parallèles d'attachement à la société au sens large en affirmant leurs différentes valeurs culturelles et politiques. Pour les raisons évoquées auparavant, ce féodalisme identitaire est non seulement lié à l'incapacité de générer un sentiment commun d'identification chez des millions de personnes (avec ses conséquences sur la solidarité et certaines fonctions essentielles de l'État), mais il constitue également une menace pour l'autorité de l'État, qui ne peut plus prévaloir sur ces identités parallèles qui génèrent leurs propres ensembles de règles et d'obligations distinctives. Cela finit par entraver la cohésion de l'État et sa capacité à réaliser avec succès les objectifs collectifs, car la solidarité civile élargie nécessaire devient subordonnée à l'importance des solidarités restreintes.

D'un point de vue spatial, ces communautés parallèles ont conduit à la ghettoïsation résidentielle des minorités, ce qui leur a permis de contrôler de petites parties d'un territoire sur lequel elles ont établi leurs propres institutions formelles - telles que les écoles - et ont créé des réseaux qui remplacent l'État comme garant de la solidarité et de la socialisation intersubjectives. En conséquence, ces espaces ne sont plus sous le contrôle de l'État⁶⁷. Lorsque cette situation se présente, ces "États au sein de l'État"⁶⁸ et leurs habitants deviennent autosuffisants, ce qui empêche leur intégration dans l'État plus large. Il existe quelques cas bien connus de ce phénomène, les plus tristement célèbres étant Molenbeek en Belgique et le quartier de la Chapelle-Pajol dans le nord de Paris, où les femmes se voient interdire d'aller dans les magasins ou restaurants locaux et sont régulièrement victimes d'agressions verbales lorsqu'elles "ne sont pas correctement vêtues". Ce phénomène se produit ailleurs, et les États multiculturels sont, pour reprendre les mots de Trevor Philipps, des "somnambules marchant dans la direction de la ségrégation", alors que les communautés deviennent lentement mais sûrement des étrangers les unes pour les autres. Le résultat est déjà connu :

« Ces communautés isolées vont progressivement s'éloigner de nous, en développant leurs propres modes de vie, en respectant leurs propres règles et en considérant de plus en plus les codes de comportement, la loyauté et le respect que le reste d'entre nous tient pour acquis comme un comportement dépassé qui ne s'applique plus à eux. Nous savons alors ce qui suit : la criminalité, les zones interdites et les conflits culturels chroniques⁶⁹ ». [Traduction CD]

⁶⁷ Bernard Rougier (ed), *Territoires conquis de l'islamisme*, Paris : PUF, 2020.

⁶⁸ En 1998, au vu du nombre croissant de ghettos ethniques, le sénateur berlinois Jörg Schönbohm a suggéré : « Aujourd'hui, il y a des quartiers où l'on doit dire : ce n'est plus l'Allemagne », cité dans « Bruce Lee in Kreuzberg und Scarface in Altona: Transnational auteurism and ghettocentrism in Thomas Arslan's *Brothers and Sisters* and Fatih Akins' *Short Sharp Shock* », Barbara Mennel, *New German Critique*, Vol. 87, p. 139.

⁶⁹ Trevor Philipps, *After 7/7 : Sleepwalking to Segregation*.

<https://www.jiscmail.ac.uk/cgi-bin/webadmin?A3=ind0509&L=CRONEM&E=quoted->

Du point de vue de Philipps, ce processus est susceptible de créer un cercle vicieux dans lequel les membres dirigeants de la majorité ethnoculturelle se séparent des groupes minoritaires. En effet, si les minorités ne se considèrent plus comme faisant partie du « nous » collectif (parfois au point de vouloir remplacer la culture sociétale actuelle par la leur, comme ce fut le cas en Belgique, où un parti islamique nommé ISLAM a été créé pour promouvoir l'imposition de la charia dans tout le pays ; au point de s'attaquer aux individus qui critiquent leurs croyances ou leur mode de vie, comme dans le cas du meurtre du cinéaste néerlandais Theo Van Gogh en 2004 ; ou au point de mener une guerre contre l'État, comme ce fut le cas lors des attentats terroristes de Madrid et de Londres en 2004 et 2005), les dirigeants de la majorité peuvent être tentés de susciter des réactions hostiles à la politique de multiculturalisme parce qu'ils ont le sentiment que leurs valeurs collectives sont menacées par des immigrants qui ont des croyances incompatibles avec les leurs et qui ne veulent tout simplement pas faire partie de ce "nous". Cette réaction peut également être alimentée par la distance croissante entre les groupes et la diminution des contacts interculturels. La méconnaissance des valeurs, des habitudes, des coutumes et des exigences des groupes minoritaires qui vivent actuellement à l'écart risque de rendre ces groupes invisibles à la majorité qui pourrait mettre en œuvre des politiques sans tenir compte des répercussions sur la minorité, ce qui augmenterait davantage leur sentiment d'aliénation.

En effet, l'accent mis sur le besoin légitime de tolérer, de reconnaître et de tenir compte des croyances et de la culture des groupes minoritaires n'a pas été contrebalancé par l'intégration tout aussi nécessaire de ces groupes au sein d'un spectre culturel unifié. En fait, parce que les mythes, l'histoire et les coutumes du groupe ethnoculturel dominant ont été considérés comme discriminatoires ou peu favorables à l'intégration, ils ont été progressivement mis de côté, créant ainsi un terrain glissant vers l'abandon du nationalisme, c'est-à-dire la célébration d'une culture historique spécifique au profit d'une forme d'État postnational défini par l'absence d'une identité fondamentale, comme l'a déclaré le premier ministre canadien, Justin Trudeau, en 2015⁷⁰. Bien que le

[printable&P=60513&B=%EF%BF%BD—%3D%20NextPart%2001%201C5C28A.09501783&T=text%2Fhtml;%20charset=iso-8859-1&pending=](#)

⁷⁰ Charles Foran, « The Canada experiment: is this the world's first 'postnational' country? », *The Guardian*, 4 janvier 2017.
<https://www.theguardian.com/world/2017/jan/04/the-canada-experiment-is-this-the-worlds-first-postnational-country>. Il faut noter que cet espoir de créer une Europe postnationale a déjà été évoqué dans les années 1990 par de nombreux auteurs et intellectuels en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Allemagne. Voir à ce sujet Steven Vertovec, « Multiculturalism, Culturalism, and Public Incorporation », *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 19, No. 1, p. 49-69 ; Yasemin Soysa, *Limits of Citizenship: Migrants and Postnational Membership in Europe*, Chicago: University of Chicago Press,

modèle du creuset, autrefois populaire, puisse être critiqué pour son caractère intolérant dans la mesure où il obligeait les immigrants et les minorités à abandonner leur culture d'origine, il a néanmoins conduit à leur intégration rapide dans un credo national unique⁷¹. Lorsque les pays qui ont opté pour ce modèle, comme les États-Unis et la France, étaient en guerre avec des États dont sont originaires bon nombre de leurs immigrants, leurs efforts n'étaient pas entravés par une cinquième colonne qui manifestait de la sympathie pour les nations étrangères. Au contraire, les personnes d'origine allemande ou italienne n'ont pas hésité à prouver leur loyauté envers leur nouvelle nation en s'engageant dans l'armée⁷² ou en travaillant activement dans l'industrie de la guerre. En revanche, les pays qui optent pour la voie opposée courent le risque de remplir leurs obligations morales envers la liberté des individus au détriment de l'unité nationale. Tant qu'il existe des formes d'intégration matérialistes, comme la capacité à s'intégrer rapidement au marché du travail d'un pays et à jouir d'un niveau de vie et de sécurité élevé, un pays qui a choisi la voie de la diversité peut probablement vivre sans identité commune⁷³. Toutefois, il s'agit d'un fondement très fragile de l'unité, car lorsque ces formes d'intégration font défaut ou échouent, comme c'est le cas à plusieurs endroits en Europe où les immigrants restent en marge du marché du travail, il y a de fortes chances que l'appel au patriotisme soit ignoré au profit de comportements individualistes ou axés sur la culture lorsque le pays appelle son peuple à faire des sacrifices. Pourquoi s'attendrait-on à ce qu'ils défendent une entité qui n'a aucun sens pour eux ? Pour paraphraser le romancier canadien Yann Martel, un État post-national ressemble beaucoup à un hôtel : tant que ses clients pourront manger des repas chauds, dormir dans des draps propres et profiter du silence dans les couloirs et dans les chambres adjacentes la nuit, ils resteront fort probablement de fidèles clients de l'établissement. Toutefois, si ces avantages commencent à s'estomper, ils iront voir ailleurs. En revanche, lorsqu'ils sont clients, mais aussi partenaires de l'hôtel avec un intérêt dans la réussite de celui-ci, il est plus probable qu'ils soient enclins à faire des sacrifices et à travailler ensemble pour résoudre les problèmes auxquels l'hôtel est confronté.

Ce risque a été mis en évidence dès le début de la crise de la COVID-19 en Europe, et il a clairement révélé les limites de l'identité européenne, qui est fortement tributaire des

1994; Tariq Modood and Prina Werbner (eds.), *The Politics of Multiculturalism in the New Europe: Racism, Identity and Community*, London: Zed Books, 1997.

⁷¹ Samuel Huntington, *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures*, Paris: Odile Jacob, 2004.

⁷² Par exemple, la 77e division américaine formée pendant la Première Guerre mondiale était si diverse sur le plan ethnique qu'elle a été surnommée « Melting Pot Division ».

⁷³ Pour une discussion sur cette forme d'intégration, voir Jean-François Caron, « Understanding and Interpreting France's National Identity: The Meanings of Being French », *National Identities*, Vol. 15, No. 3, 2013, p. 223-237.

avantages économiques que l'UE offre à ses citoyens⁷⁴. Bien sûr, cette situation a conduit les anti-européens les plus bruyants, comme le polémiste français Éric Zemmour, qui estime que la crise a révélé à quel point l'idée d'un peuple européen n'est qu'un fantasme, à affirmer qu'ils ont toujours eu raison⁷⁵. La pandémie a également obligé les fédéralistes européens, comme le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, qui a clairement exprimé sa crainte que l'Union européenne ne s'effondre tout simplement si ses États membres maintenaient leurs lignes d'action égoïstes, à reconnaître la gravité de la situation⁷⁶. La même crainte a été exprimée par Paolo Gentiloni, commissaire européen chargé de l'économie : le refus de certains États de se montrer solidaires avec les personnes les plus touchées par le virus mettrait en péril leur projet commun⁷⁷. L'appel le plus significatif a toutefois été lancé par Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne qui a contribué à la construction de l'UE moderne et qui a averti qu'un manque de solidarité entre les peuples européens constituait une menace mortelle pour l'Union européenne⁷⁸. Les cris de joie ou de peur concernant l'éventuel effondrement de ce grand projet politique sont le résultat de diverses décisions et déclarations provenant de fonctionnaires de l'UE qui montrent à quel point la communauté politique européenne est une coquille vide qui voit la solidarité simplement comme un outil rhétorique sans aucune implication réelle. En témoignent le vol par la République tchèque de masques destinés à l'Italie en mars 2020 et le débat sur le « coronabond », dont l'objectif était de réduire les coûts d'emprunt de certains des pays européens les plus touchés (à savoir l'Italie et l'Espagne) par l'émission d'un instrument de dette commun, afin d'éviter une nouvelle crise économique et de fournir à ces États des ressources supplémentaires destinées à leurs systèmes de santé publique. Après le rejet initial du plan par certains États qui estimaient que ce dernier allait pénaliser les États qui avaient fait preuve de responsabilité budgétaire dans le passé et encourager ceux qui étaient susceptibles d'en bénéficier à continuer de mal

⁷⁴ La dernière partie de ce chapitre est tirée de Jean-François Caron, *Pandémie: Une esquisse politique et philosophique du monde d'après*, Québec: Les Presses de l'Université Laval, 2020.

⁷⁵ Eric Zemmour, « L'Union européenne, première victime du coronavirus », *Le Figaro*, 20 mars 2020. <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/eric-zemmour-l-union-europeenne-premiere-victime-du-coronavirus-20200320>

⁷⁶ « Coronavirus : Bruno Le Maire estime que si l'UE n'aide pas l'Italie, elle ne s'en relèvera pas », 20 Minutes, 20 mars 2020. <https://www.20minutes.fr/economie/2744507-20200320-coronavirus-bruno-maire-estime-si-ue-aide-italie-relevra>

⁷⁷ Efi Koutsokosta et Joanna Gill, « EU project in danger if no solidarity on coronavirus crisis, says economy chief Gentiloni », *Euronews*, 30 mars 2020. <https://www.euronews.com/2020/03/30/eu-project-in-danger-if-no-solidarity-on-coronavirus-crisis-says-economy-chief-gentiloni>

⁷⁸ Sophie de Ravinel, « Le manque de solidarité est un « danger mortel » pour l'Europe, selon Jacques Delors », 28 mars 2020. <https://www.lefigaro.fr/politique/le-manque-de-solidarite-est-un-danger-mortel-pour-l-europe-selon-jacques-delors-20200328>

gérer leurs finances publiques, une version plus modeste a finalement été adoptée. Cependant, l'opposition initiale, largement menée par les Pays-Bas, a simplement condamné un plus grand nombre de soi-disant concitoyens vivant en Italie et en Espagne à rester à la merci du virus.

Cette réaction illustre parfaitement l'échec du projet politique de l'Union européenne. En effet, une communauté ou une société se doit d'être plus qu'une simple union de personnes quelconques qui ne partagent rien d'autre qu'un passeport commun et des droits politiques similaires. La citoyenneté doit dépasser ces simples dimensions judiciaires et politiques, sinon elle est condamnée à devenir une communauté de nations égoïstes qui ne se soucient que de leurs intérêts. Cette crise sanitaire a révélé l'état réel de l'Union européenne, car rien d'autre n'a jamais réuni les peuples européens assez longtemps pour produire un attachement psychologique qui engendrerait une solidarité et une réelle volonté de sacrifice pour les citoyens. Malheureusement, ce sentiment d'attachement ne peut pas découler uniquement des avantages matérialistes qu'offre une société. En effet, les études menées au fil des ans ont constamment démontré que l'identification à l'Union européenne est principalement instrumentale et peut être largement attribuée à des préoccupations économiques. Plus précisément, il existe une forte corrélation entre ceux qui ont développé un sentiment d'attachement à l'Europe et ceux qui ont bénéficié du marché commun⁷⁹, à savoir de jeunes professionnels instruits et multilingues possédant des compétences transférables. Il est très risqué pour un sentiment d'identité de dépendre d'une telle notion, mais il est également impossible de générer une essence éthique pour une communauté à partir d'une base aussi ténue. En effet, comme il y aura toujours des « gagnants » et des « perdants » dans une économie libérale, l'idée de lier les avantages économiques à l'attachement à une communauté provoque une grande division, même si l'esprit communautaire doit être aussi inclusif que possible. Par ailleurs, les communautés ne peuvent pas être perçues comme des instruments purement égoïstes permettant aux gens de servir leurs propres intérêts. Cette façon de penser crée un faux sentiment d'attachement, car les gens peuvent sembler être réellement engagés subjectivement dans leur travail ou leur communauté, mais ils n'en sont pas moins profondément détachés. En réalité, ces personnes voient leur implication et leur dévouement uniquement (dans le cas de l'emploi) comme un moyen d'acquérir une expérience professionnelle précieuse ou d'autres avantages personnels, tels que l'obtention d'une promotion ou l'augmentation de leur salaire. Ils ne s'identifient jamais à ces formes d'attachement et ne développent aucune solidarité avec leurs collègues de travail ou leurs concitoyens. Au contraire, chaque fois qu'on leur demande de faire des sacrifices pour le bien-être de ces derniers, ils se taisent, car ils ont le sentiment de n'appartenir qu'à eux-mêmes.

⁷⁹ Josh A. Tucker, Alexander C. Pacek et Adam J. Berensky, « Transitional Winners and Losers: Attitudes toward EU membership in Post-Communist Countries », *American Journal of Political Science*, Vol. 46, No. 3, 2002, p. 557-571.

Les communautés doivent donc être conçues d'une manière qui présente une certaine similitude avec la conception de la politique d'Aristote : Aristote pensait qu'une véritable communauté politique est inextricablement liée à des considérations éthiques, les plus importantes étant la justice et la capacité de ses membres à répartir équitablement la richesse commune entre tous. C'est pourquoi il a écarté les autres formes d'association politique, telles que les alliances militaires ou économiques entre villes-États, en tant que fausses communautés, en raison de leur nature purement instrumentale⁸⁰. Certes, Aristote n'était aucunement un penseur libéral dans la mesure où il pensait que tout - même la liberté individuelle - devait être subordonné à cette quête de justice, mais il n'en rappelle pas moins la nécessaire essence éthique des communautés, dont l'absence les condamne à s'éroder et à disparaître à la moindre crise. En revanche, lorsqu'une communauté est organisée autour de la conviction qu'elle est destinée à réaliser un objectif collectif supérieur, les gens se sentiront liés les uns aux autres et seront prêts à faire des sacrifices, les plus importants étant la solidarité et le souci du bien-être des autres membres de la communauté. Comme il a été mentionné précédemment, les gens en viendront à considérer ce sentiment comme une obligation naturelle et non comme une option parmi d'autres. En d'autres termes, la solidarité est une obligation commune naturelle, tandis que la charité est une action volontaire basée sur la présence ou l'absence de bonne volonté et se manifeste généralement à l'égard

⁸⁰ Sans faire référence à Aristote, Emmanuel Macron a exprimé que l'absence d'esprit communautaire dans l'Union européenne est le résultat du fait que cette entité supranationale n'a jamais été plus qu'un simple marché économique. Il a déclaré que les nations européennes ont « décidé d'avoir un parcours commun. Si à ce moment de l'histoire nous ne le faisons pas, il n'y aura plus d'aventure commune. Parce que si nous ne le faisons pas aujourd'hui, les populistes vont gagner. Aujourd'hui, demain, après-demain, en Italie, en Espagne et peut-être même en France et ailleurs. Et dans les pays qui sont encore contre aujourd'hui. C'est évident parce qu'ils diront : « Qu'est-ce que c'est que cette aventure que vous me proposez ? Ces gens-là ne vous protègent pas quand vous avez une crise, ils ne vous protègent pas le lendemain, ils n'ont aucune solidarité avec vous. Lorsque vous avez les migrants qui arrivent chez vous, ils vous proposent de les garder. Lorsque vous avez l'épidémie qui arrive chez vous, ils vous proposent de la gérer. Ils sont sympathiques, au fond. Ils sont pour l'Europe quand il s'agit d'exporter vers chez vous les biens qu'ils produisent, ils sont pour l'Europe quand il s'agit d'avoir votre main-d'œuvre bon marché et de produire des équipements de voitures qu'on fait plus dans nos pays, mais ils ne sont pas pour l'Europe quand il faut mutualiser. » C'est absurde. Mais c'est la réalité. Nous sommes à un moment de vérité qui consiste à savoir si l'Union européenne est un projet politique ou un projet de marché uniquement ». Emmanuel Macron, « Transcript : We are at a moment of truth », *Financial Times*, 14 avril 2020. <https://www.ft.com/content/317b4f61-672e-4c4b-b816-71e0ff63cab2>. « Coronavirus : l'Europe politique « est à un moment de vérité », selon Emmanuel Macron », *Le Point*, 16 avril 2020. https://www.lepoint.fr/politique/coronavirus-l-europe-politique-est-a-un-moment-de-verite-selon-emmanuel-macron-16-04-2020-2371747_20.php

de ceux qui ne font pas partie d'une communauté. Compte tenu de cette différence conceptuelle, il est assez facile de comprendre pourquoi les États-nations - même libéraux - consacrent une part importante de leur budget national aux programmes sociaux, alors que la part consacrée à l'aide humanitaire - c'est-à-dire aux personnes vivant à l'étranger - représente une partie insignifiante de leurs dépenses publiques. Dans le premier cas, les programmes sociaux sont perçus comme des obligations, tandis que l'aide humanitaire est plutôt considérée sous l'angle de la charité. La crise du coronavirus a montré que cette dernière option domine la logique des dirigeants européens, qui ont refusé de reconnaître leurs obligations envers leurs concitoyens simplement parce qu'ils les considèrent non pas comme des concitoyens, mais comme des étrangers. En bref, ce que nous avons vu au niveau européen pourrait bien se produire également au niveau infranational, où les États libéraux ont fait du principe de reconnaissance et d'accommodement des croyances culturelles ou religieuses une idée centrale de leur architecture constitutionnelle et judiciaire.

Conclusion

La crise de la COVID-19 nous a donné un aperçu de ce qui peut se produire lorsque différentes communautés ne se soumettent plus à l'autorité d'un État qui impose des décisions et des directives pour le bien commun, mais choisissent plutôt de suivre ce qui est dicté par leurs croyances culturelles particulières. Le paradigme multiculturel associé au libéralisme des États occidentaux risque de transformer ce qui est encore une tendance marginale en un phénomène généralisé qui pourrait menacer l'existence même des États. À cet égard, nous devons penser au-delà de la pandémie actuelle et envisager ce qui pourrait se passer lorsque les États multiculturels seront confrontés à d'autres crises dans le futur. Que se passe-t-il si un État entre en guerre avec un autre pays dont la culture revêt une plus grande importance pour les citoyens ou les résidents de l'État qui ont émigré de ce pays ? Les efforts de guerre de l'État seraient-ils entravés par un manque de patriotisme et même une résistance de la part de ces citoyens ? Déjà, nous avons vu de nombreuses personnes quitter leur pays d'accueil — ou celui où leurs parents ont immigré — et se rendre en Syrie pour combattre aux côtés de l'État islamique, ce qui constitue une preuve évidente d'un échec important en matière d'intégration⁸¹. La même inquiétude se manifeste à l'égard des violences perpétrées par des citoyens européens⁸². En outre, dans un État isolé, quel type d'aide peut-on espérer obtenir de la part de sous-groupes qui ne sont pas touchés par une catastrophe

⁸¹ En 2014, on estimait que plus de 3 000 Européens avaient rejoint les rangs de l'État islamique en Syrie et en Irak. Toutefois, Gilles de Kerchove, coordinateur de la lutte contre le terrorisme de l'UE, a estimé qu'environ 50 000 djihadistes vivaient en Europe.

⁸² La liste est longue à cet égard. Nous pouvons inclure la fusillade de 2015 à Charlie Hebdo par les frères Kouachi, le siège du supermarché casher Hypercacher en janvier 2015 par Amedy Coulibaly et les attaques terroristes de novembre 2015 par les membres de la cellule terroriste ISIL de Bruxelles qui ont eu lieu à divers endroits autour de Paris.

naturelle en faveur d'un groupe qui l'a été ? Ce sont là des questions préoccupantes qui doivent être traitées avec soin si nous voulons éviter les solutions extrêmes. Il convient de souligner ici que l'immigration et la diversité ne peuvent être considérées comme un problème, pas plus que la provenance des nouveaux arrivants. Ce qui importe le plus, en fin de compte, c'est la capacité des États à trouver un équilibre entre la tolérance et l'accommodement de « l'autre » et la convergence nécessaire des différents peuples en une communauté unifiée, dont le dévouement l'emportera finalement sur l'importance des croyances religieuses et culturelles lorsque la situation l'exigera. Il s'agit d'un défi que les sociétés libérales qui ont embrassé le multiculturalisme devront accepter d'affronter tôt ou tard.

Conclusion

À la défense de la citoyenneté responsable

Comme je l'ai fait valoir jusqu'à présent, le libéralisme est une idéologie qui porte en son sein les fruits de la défiance envers l'autorité politique. Plusieurs facteurs contribuent à cette situation. La méfiance institutionnalisée envers ceux qui ont été choisis pour protéger les droits naturels des personnes a sans aucun doute joué un rôle à cet égard, tout comme la valeur accordée aux droits à la liberté d'expression et à l'égalité d'importance des individus, sans oublier la valorisation de la raison comme seul outil à notre disposition pour comprendre le monde qui nous entoure. Avec l'aide de la technologie moderne, tous ces éléments ont constitué un véritable cocktail qui a fait de l'obéissance et du respect envers l'autorité des notions qui sont devenues de plus en plus étrangères à beaucoup d'entre nous, alors que le culte de l'auto-indulgence et de l'irresponsabilité est plutôt devenu la norme. Les signes de cette érosion étaient déjà visibles dans les démocraties libérales de type occidental avant que la pandémie mortelle du coronavirus ne vienne paralyser le monde à partir du printemps 2020. Cependant, la crise de la COVID-19 a permis de constater à grande échelle — et avec des conséquences potentiellement tragiques — le refus des gens de respecter des règles sanitaires pourtant très simples. Des personnes ont effrontément refusé de respecter le principe de la distanciation sociale et ont participé à de grands rassemblements de masse ou en famille, tandis que d'autres ont ouvertement choisi de se rendre à l'étranger au moment où de plus en plus de pays étaient confrontés à une augmentation des mutations infectieuses du virus. Les États ont ainsi été contraints d'appliquer des politiques sévères et liberticides directement inspirées de celles de la Chine totalitaire. Le recours à ces mesures draconiennes doit être interprété comme une preuve flagrante du manque de respect de la population pour l'autorité politique dans les démocraties libérales. À la demande des citoyens eux-mêmes, lassés des comportements irresponsables de leurs concitoyens, une croyance est apparue selon laquelle seules des mesures restrictives sévères devraient être envisagées, car il s'est avéré inutile de faire confiance aux citoyens pour qu'ils respectent les règles de base. Il existe évidemment un danger inhérent à la mentalité qui consiste à recourir à de telles mesures comme seule solution possible pour une société confrontée à une telle crise, en obligeant les citoyens à restreindre leur liberté, dans la mesure où elles risquent de s'implanter à long terme, ce qui conduirait finalement à une lente érosion de l'État de droit et du respect de la liberté. Paradoxalement, l'exigence de ce qui est perçu à tort comme de l'autorité pourrait finalement jeter les bases d'un modèle autoritaire et antilibéral.

Il y a donc un danger intrinsèque à considérer l'État comme le seul et unique moyen de protéger la liberté individuelle, dans la mesure où le risque de créer une dynamique susceptible de conduire à des mesures excessives et disproportionnées est toujours présent. Ce n'est pas, à mon avis, la voie à suivre. La même conclusion logique devrait s'appliquer à ceux qui prônent la renaissance d'anciennes formes de « fantômes » avec

lesquelles il serait possible de ré-établir des valeurs — qu’elles soient d’inspiration religieuse ou culturelle — qui serviraient de force centripète pour générer un « nous collectif ». Il ne fait aucun doute que la création de liens, qui compenseraient les forces qui tendent à éloigner les individus et les groupes les uns des autres, est une proposition en apparence crédible. La question est toutefois de savoir comment elle pourrait s’inscrire dans un cadre libéral. Il y a lieu d’être sceptique face à une telle nostalgie. En fait, et bien que ce soit une question de perspective, je ne pense pas que les individus gagneraient à remonter le temps jusqu’à une époque où les dogmes religieux étaient omniprésents, où les individus qui dépassaient les limites étaient stigmatisés et où les minorités devaient se soumettre aux règles ainsi qu’aux normes d’une culture hégémonique. Les critiques légitimes que nous devons adresser au libéralisme contemporain ne doivent pas nous faire oublier que le poids de la communauté peut être aussi liberticide que les lois et les décrets, et que ce qui semble être une solution évidente peut en fait aboutir à une situation moins désirable. Subordonner les droits des personnes qui recherchent le bonheur à un respect forcé d’une conception prédéfinie de la vie bonne, qui ne peut être que restrictive, n’est tout simplement pas une option à envisager. De cette dialectique des extrêmes, entre hyper-individualisme et nostalgie des temps anciens, doit naître une vision équilibrée, ou une nouvelle synthèse, qui permettra de jouir de la liberté personnelle, sans pour autant porter préjudice à la communauté ou à l’autorité de l’État en temps de crise.

Nous devons revenir à ce que le libéralisme représentait à l’origine, à savoir l’idée que l’État n’est pas nécessaire pour garantir la protection des droits naturels des individus et la croyance selon laquelle les personnes ont une capacité inhérente à agir d’une manière qui ne sera pas nuisible à la liberté de leurs concitoyens. Je crois que la liberté individuelle gagnerait à ce que la restriction du comportement n’émane pas de l’État, mais des individus eux-mêmes, par une forme d’auto-restriction naturelle fondée sur la raison publique pratique. À cet égard, le rôle principal de l’autorité politique ne devrait jamais consister à imposer des lois et des décrets susceptibles d’aller trop loin et, par conséquent, de priver les gens de leur liberté. Au contraire, il devrait plutôt représenter le symbole et la voix de la loi naturelle de la raison, de manière à inciter les gens à adopter le même langage malgré leurs différences culturelles ou religieuses. Seul ce processus peut conduire à une « citoyenneté responsable » qui restera dans les limites du libéralisme et permettra aux individus de continuer à jouir de leur liberté personnelle de manière raisonnable dans une société libre et démocratique. Si cette vision avait prédominé depuis la crise de la COVID-19, je suis d’avis qu’il n’aurait pas été nécessaire de fermer de manière sauvage des pans complets de l’économie et de forcer les individus à vivre tels des prisonniers reclus dans leur domicile.

Autrement dit et pour être plus précis, cette conception de la citoyenneté exige l’acte volontaire et conscient de limiter ses propres actions lorsque l’on réalise qu’elles pourraient avoir un effet négatif sur la vie ou les droits d’autrui. Comme cette limitation n’est pas considérée comme le résultat de véritables contraintes de l’État, par le biais de ses lois et autres décrets, mais plutôt de la seule conscience de l’homme. Cette idée

ressemble dans une certaine mesure à la vision de John Locke d'un respect pré-politique et naturel entre les individus. Selon cette théorie, lorsqu'une situation exige la limitation de sa liberté, l'individu devrait ressentir un sentiment de culpabilité à la seule pensée d'ignorer la nécessité de restreindre sa volonté. Dans un monde idéal, propice à l'épanouissement de la liberté, cette limitation de l'autonomie individuelle ne dépendrait que de l'homme, comme dans le cas de Locke, rendant ainsi inutile l'intervention de l'État et garantissant l'imposition de facto des plus minimales restrictions à sa liberté. Pourquoi, en effet, l'homme imposerait-il des limites exagérées et disproportionnées à ce qui lui est le plus cher ? Car l'absence de lois coercitives imposées par l'État n'est pas synonyme d'un vide éthique ou d'un État anarchique où tout est subordonné à la licence du plus fort.

Inversement, Locke était d'avis que les êtres humains sont dotés de raison, dominés par une morale universelle pour régir les comportements intersubjectifs d'une manière qui précède l'existence d'une loi étatique formelle qui peut malheureusement induire en erreur et tyranniser les individus. Cette raison individuelle, qui impose elle-même des limites aux actions humaines, est une conséquence naturelle du fait que les individus ne sont pas nés pour vivre isolés les uns des autres. Cela fut parfaitement illustré par l'incapacité de nos concitoyens à vivre dans l'isolement lors des nombreuses quarantaines imposées à travers le monde, ce qui a conduit beaucoup d'entre eux à enfreindre les règles sanitaires. Par conséquent, l'exercice de la liberté ne peut être qu'une réalité sociale qui n'a d'autre choix que de considérer l'intérêt d'autrui, faute de quoi les humains ne seraient condamnés qu'à se détruire mutuellement : un comportement qui serait alors contre nature dans la mesure où l'instinct de conservation est typique de tous les êtres humains. Sur le plan théorique, c'est en quoi consiste l'idée de citoyenneté responsable, et pourquoi elle constitue la solution la moins préjudiciable aux libertés individuelles, en ce sens où les restrictions que les individus sont appelés à s'imposer émanent d'eux-mêmes, et non d'un pouvoir qui leur est supérieur.

Malheureusement, cette restriction naturelle, qui fonctionne comme une loi naturelle sur les individus, a manifestement fait défaut lors de la crise sanitaire provoquée par la COVID-19. Le refus de certains d'adapter leurs comportements de manière à minimiser leur impact sur la vie et la santé des autres a révélé un manque de civisme chez certains citoyens incapables de considérer simplement l'impact potentiel de leurs actions sur les autres. Dans ce cas, il y a lieu d'être sceptique quant à la capacité des êtres humains à projeter leur liberté dans sa nécessaire dimension collective. Par conséquent, cela semble nous ramener automatiquement à la perspective potentiellement liberticide qui considère les mesures coercitives imposées par l'État comme le seul moyen de garantir le respect des droits et des intérêts de chacun. Cependant, je ne crois pas que ce soit le destin que les sociétés libérales soient appelées à connaître. Le manque de civisme dont nous avons été témoins au cours de cette crise est plutôt dû à cette culture extrême fortement individualiste qui a dominé dans les démocraties libérales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette tendance peut être inversée en faisant de la raison

publique pratique une pierre angulaire fondamentale des sociétés libérales, plutôt qu'en mettant l'accent sur le droit des gens à jouir de leur liberté négative. Comme il a été mentionné précédemment, soumettre la liberté négative des individus aux impératifs de la raison publique pratique n'est pas synonyme de politique non libérale qui reviendrait à assujettir l'agir individuel au dictat communautaire qui forcerait les individus à obéir l'expression d'une volonté générale ou encore à réprimer à travers une forme d'ascétisme les pulsions qui les rendent esclaves. L'autocontrôle auquel je fais référence n'a aucun rapport avec ces formes de limites. En vertu de celle-ci, les restrictions exigées à la liberté ne cherchent pas à transformer la nature des hommes et les femmes, mais simplement à créer un consensus de base dont le but consiste à éviter ainsi qu'à régler les tensions intersubjectives et à garantir leurs droits naturels les plus fondamentaux lorsqu'ils sont appelés à vivre avec autrui.

Comme je l'ai déjà fait valoir ailleurs⁸³, cette évaluation n'est pas ouverte au relativisme. Au contraire, malgré leur profonde diversité et la multiplicité des conceptions de la vie bonne qui sont favorisées dans les sociétés libérales, il est possible pour les individus d'autoréguler leurs comportements autour de principes universels de justice. Pour y parvenir, le consensus sur les principes de justice ne devrait pas reposer sur des doctrines globales ou particulières, mais plutôt sur des normes universelles que chacun peut accepter, en dépit de ses croyances religieuses ou culturelles respectives. Compte tenu du profond pluralisme des sociétés libérales, ces normes universelles, accessibles à tout être humain raisonnable, sont le seul élément commun qui permette aux gens d'organiser leur cohabitation pacifique à travers un vocabulaire commun. C'est là qu'intervient la notion rawlsienne de « consensus par recoupement ». Cette notion correspond aux valeurs qui constituent les éléments de base sur lesquels tout être humain rationnel est capable d'accepter. Plus précisément, cet accord sera possible grâce à l'utilisation de la raison publique, qui peut être définie comme le langage des principes de justice universels et transculturels avec lequel les gens peuvent débattre des finalités de leur communauté politique, d'une manière qui ne se réfère à aucune doctrine religieuse particulière. Étant donné que les principes inhérents à un consensus par recoupement sont considérés comme des droits individuels inaliénables et fondamentaux, chacun possède la même capacité de remettre en question et d'évaluer ses actions individuelles. Grâce à son utilisation, les individus sont en mesure de réfléchir de manière rationnelle aux conséquences de leurs actions et d'accepter que certains de leurs comportements soient inacceptables, car ils auront des répercussions négatives sur la vie des autres. C'était précisément le principe sous-jacent des réglementations préconisées par les représentants des États lors de la pandémie de la COVID-19. Porter un masque à l'extérieur, éviter les rassemblements inutiles, reporter les vacances sur une plage mexicaine ou cubaine sont autant de limitations raisonnables de la liberté personnelle qui peuvent être comprises par tout un chacun, quelles que

⁸³ Jean-François Caron, « Rethinking the Sense of Belonging of Ethnocultural Minorities Through Reasonable Accommodations in a Liberal Perspective », *Journal of Intercultural Studies*, Vol. 35, No.6, p. 588-603.

soient ses croyances culturelles ou religieuses. Bien que présente dans l'esprit de tous, cette faculté de raison demeure néanmoins un trait dormant de leur psyché, car ils ont été habitués à un système culturel dominé par une conception du monde basée sur l'hypothèse « qu'ils ont tout simplement le droit de ». Il s'agit malheureusement d'une conception appauvrie de la raison humaine et restreindre cette logique perverse n'est pas nécessairement synonyme d'autoritarisme anti-libéral.

Dans les sociétés libérales, cette méthode d'évaluation du caractère raisonnable ou non d'une action relève traditionnellement de la compétence des tribunaux, où les juges ont la prérogative de déterminer ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas dans le cadre d'une société libre et démocratique. Il est nécessaire que les individus s'approprient cette manière d'évaluer la pertinence de leurs faits et gestes. Il y a donc lieu de sortir cette notion du strict cadre judiciaire et d'en faire un élément dominant de tous les aspects de la sphère publique au sein de laquelle les individus agissent quotidiennement avec leurs concitoyens. Cela impliquerait sans doute une petite révolution culturelle dans les sociétés libérales, mais le moment est peut-être venu après tout le manque de civisme que les gens ont vu et dénoncé durant la pandémie de la COVID-19. Comment y parvenir ? Mon intention dans ce livre n'est pas de discuter de la manière dont cette nouvelle logique dont l'élément cardinal est l'impact de mes actions sur les droits d'autrui et les limites minimales que je dois imposer à mes actions peut être mise en œuvre. Il ne fait aucun doute, cependant, que les systèmes d'éducation peuvent jouer un rôle formidable à cet égard, de même que les responsables politiques, qui ont le potentiel d'ouvrir la voie en affichant une attitude qui ne s'apparente plus à la démagogie, mais plutôt à des décisions qui sont prises et ouvertement justifiées sous l'angle de la raison publique pratique. Si cette logique devient la norme dominante dans les sociétés libérales, elle modifiera radicalement non seulement la compréhension de nos actions de manière à prendre en considération les intérêts de la communauté, mais aussi notre relation avec l'autorité politique, qui sera alors conforme à notre propre évaluation du comportement qui doit prévaloir. Le jour où les sociétés et les individus libéraux fonctionneront selon cette logique, le gouffre communicationnel entre les citoyens et les demandes raisonnables des États visant à limiter les comportements irresponsables sera comblé lorsque la prochaine pandémie frappera (et elle à venir selon la majorité des épidémiologistes). Par conséquent, il ne sera plus nécessaire d'imposer des mesures de confinement, des quarantaines strictes et des couvre-feux, comme c'est généralement le cas dans les États autoritaires ou totalitaires. En tant qu'agents de raison, les élus seront alors en mesure d'être entendus par la population et de les inspirer à poser des gestes responsables et respectueux des droits d'autrui. La méfiance fera alors place à une synergie entre un État qui serait la voie de la raison et des citoyens réceptifs à cet appel. Pareille dynamique n'aurait pas comme conséquence d'entraîner des politiques qui ont fait de la restriction policière une image normale de notre quotidien. Les États libéraux ont la possibilité de faire mieux que la trajectoire qu'ils ont suivie lors de la pandémie de la COVID-19 et il y a en fait quelque chose d'étrange à voir l'Occident se complaire dans des méthodes qui ont beaucoup plus à voir du modèle chinois que de son héritage des Lumières.

